



Le Couac



Le G20 à Toronto

L'élégante matraque de la démocratie¹

MARC-ANDRÉ CYR

Les mauvais mots sont toujours pour les mauvaises personnes, et les mauvaises personnes n'ont généralement... pas un mot à dire. La violence, en ce sens, n'est jamais celle de celui qui l'exerce. Et comme les classes dirigeantes fondent leur légitimité sur la Démocratie et la Liberté, ils ne pourraient, eux qui sont si sensibles et généreux, être des vecteurs de violence.

Il faut analyser les choses objectivement, disent-ils. Notre société donne la parole aux citoyens : les plus timides consomment - que dis-je! - votent équitablement et signent des pétitions, les plus éduqués écrivent des lettres dans les journaux, les nostalgiques fondent des syndicats, les arracheurs de dents peuvent se présenter aux élections et les plus taquins manifestent pacifiquement. Les plus audacieux peuvent même fonder leur propre entreprise citoyenne, organiser des épiluchettes de blé d'Inde pour se financer, faire des macarons, passer des tracts... Ils vont bientôt attirer l'attention des forces de l'ordre, mais bon, s'ils n'ont rien à se reprocher, on se demande bien qui ça peut déranger... N'est-ce pas ça, la démocratie?

Bien sûr, disent encore les gestionnaires du régime, certaines lamentations sont chroniques : des hippies, des anarchistes, des féministes et des révolutionnaires pas trop propres, il y en aura toujours. On se souvient de la violence «terroriste» du Black Bloc lors du Sommet des Amériques et de la violence «organique» des grévistes de l'ASSÉ qui avaient défilé dans un bureau gouvernemental - ce qui était faux, mais avait quand même permis au ministre de se débarrasser des revendicateurs au profit d'interlocuteurs plus raisonnables, donc plus abrutis, que sont la FEUQ et la FECQ. Comble d'ironie, on se souvient aussi de la violence des «pacifistes» manifestant contre le départ des troupes canadiennes vers l'Afghanistan. Pour l'occasion, toujours bien en laisse, Mario Roy nous avait parlé, tout en se grattant le derrière de l'oreille avec la patte qui n'écrit

pas, de «l'assaut de pacifistes guerriers» (*La Presse*, juin 2007).

Lors des manifestations contre le G20 à Toronto, malgré la très démocratique répression systématique, la présence de plusieurs milliers de flics (ils en importent de Montréal, c'est tout dire), les nombreuses d'arrestations, les gaz, le mur de plusieurs kilomètres, la méthodique campagne de dénigrement, d'espionnage et d'intimidation... La même chanson est sans surprise gazouillée à l'unisson par les amis de l'ordre, bien sûr, mais également par une certaine gauche réformiste désirant charmer l'opinion publique (cette somme abstraite et contradictoire d'électeurs-clients) en bichonnant son image de marque.

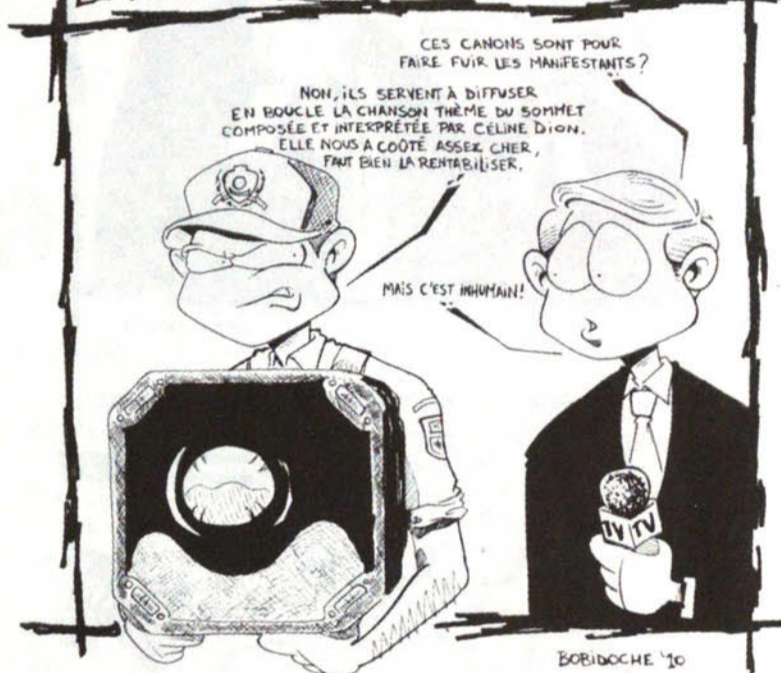
Comme toujours, la violence dépeinte par les scribouilleurs en laisse est attribuée à ceux et à celles qui la subissent. Selon les fins critères sensibles de l'esthétique bourgeoise, l'action directe n'aura jamais l'élégance d'un gracieux coup de matraque. Car si la répression policière a la possibilité de se transfigurer, comme l'eau en vin, en «opération de paix», en «maintien de l'ordre», voire en «protection des manifestants», l'action militante n'a pas ce privilège. Elle est et restera de la violence

Comme toujours, la violence dépeinte par les scribouilleurs en laisse est attribuée à ceux et à celles qui la subissent.

«apolitique», «irrationnelle» et «terroriste».

Tout le monde le sait, mais comme beaucoup de gens - même de gauche - écoutent trop la télé, répétons-le encore une fois : dans le monde, les biens des 200 personnes les plus riches dépassent le revenu total de 41 % de la population mondiale - soit le revenu de plus de deux milliards et demi de personnes; au Canada, le salaire des plus grands dirigeants est de 174 fois plus élevé que celui du travailleur ordinaire et le salaire national moyen est gagné par les plus gras des PDG en une demi-journée de travail. Partout sur terre, des gens meurent parce que leur vie est inutile ou nuisible à l'accumulation du capital; d'autres sont tués par nos armées sans même que les journaux n'en fassent mention; des centaines de milliers d'enfants naissent, grandissent et meurent dans des dépotoirs; des millions de jeunes filles sont vendus sur le marché international... Ajoutons que l'étalage indécent des marchandises protégées par les sbires de l'État est violence pour celui qui ne peut se les payer. Et ajoutons encore, accessoirement, que la planète se dégrade à un tel rythme que l'époque grise et terne qui est la nôtre

LE PRIX DU G20



pourrait bien être... la dernière.

Le mandat officiel du G20 est de «promouvoir la stabilité financière internationale». C'est contre cette stabilité de fosse commune que les gens vont manifester dans des sommets comme celui de Toronto. A la violence systématique, froide et calculatrice, ils opposent la force de leur propre volonté d'émancipation. Non seulement ils subissent la répression brutale des forces de l'ordre, mais doivent, à peine remis de leurs émotions, subir la matraque des flics de papiers, ceux que notre société appelle trop généreusement les «journalistes».

Et si la gauche radicale utilise une certaine violence - minime et symbolique, du moins pour le moment - il ne faut pas perdre de vue que son action vise, justement, la fin de la violence. Elle est destructrice, il est vrai, mais destructrice de destruction. Négatrice de la négation, elle est affirmation de liberté et de dignité. Car il sera toujours moins violent de brûler une banque que d'en ouvrir une.

Mais ça, on n'en parlera pas à la tivi...

¹ Cet article a été écrit le 18 juin, soit quelques jours avant les manifestations contre le G20. Pour un autre texte critique sur la violence, suivre ce lien : cmaq.net/fr/node/41882

Recyclage aux sommets

Sécurité du G8 et du G20 : dans un effort pour contrôler les manifestations, la police de Toronto a acheté à BP ses stocks inutilisés de dispersant.

Gilles Vigneault intraitable

«J'ai pour toi un lac» ne sera pas chanté à la presse venue couvrir le G8 à Toronto-on-the-Beach.

CAVALIERS SEULS

Suite à la formation sur la scène internationale du G23, la Corée du Nord et l'Iran se sentent un peu isolés.

QUAND LE SCRS FRAPPE À VOTRE PORTE

STEFAN CHRISTOFF

Deux militants de Montréal, Freda Guttman et Stefan Christoff, ainsi que leurs ami-e-s, ont été ciblé-e-s par le Service canadien du renseignement de sécurité (le SCRS) dans le cadre des préparatifs des sommets du G8 à Huntsville et du G20 à Toronto. Voici l'histoire de Stefan Christoff (1).

Durant les derniers mois, j'ai reçu des coups de fils d'ami-e-s angoissé-e-s, me demandant de nous retrouver dans un café ou faisant références à des visites impromptues de la part d'agents des services secrets canadiens.

Lors de nos rencontres, ils et elles m'ont raconté l'arrivée surprise, souvent à des heures pour le moins matinales, de membres du SCRS, les convoquant pour des interrogatoires. Et c'est de moi que les agents du SCRS ont demandé à parler avec mes ami-e-s. Cela s'est déjà produit à cinq reprises ce printemps. Ce sont des artistes et des militants de différents réseaux sociaux qui se sont vus questionnés de la sorte. Cela inclut des personnes qui ont été proches de moi durant la dernière décennie.

À chaque fois, les agents ont déroulé une large panoplie de questions concernant mon implication dans le militantisme politique au Canada, ma vision de l'anarchisme et mes expériences durant les missions internationales de solidarité dans les pays pauvres.

En mai, des agents du SCRS se sont pointés chez le célèbre poète et slameur montréalais Ian Ferrier qui habite le Plateau, à Montréal. Ils ont interrogé mon ami de longue date sur mon travail. Durant l'interrogatoire, ils ont insinué être au courant de notre vieille amitié et ils se sont déclarés inquiets concernant mes activités d'organisateur. Les questions allaient de mon travail en solidarité avec la lutte du peuple palestinien pour sa libération jusqu'à la nature de notre relation. Des questions qui n'étaient pas sans rappeler les témoignages laissés par les militants du temps de McCarthy aux États-Unis.

Le SCRS a également interrogé des ami-e-s impliqué-e-s dans l'organisation collective en solidarité avec la lutte des Palestiniens contre l'occupation et aussi dans le cadre de la campagne «Boycott, désinvestissement et sanctions» qui a connu au Québec et ailleurs un franc succès durant la der-

nière année.

Il est clair dans mon esprit que les questions du SCRS s'inscrivaient dans la répression orchestrée par le gouvernement conservateur concernant l'organisation d'actions de solidarité avec les Palestiniens.

Par ailleurs, le SCRS a interrogé l'un de mes ami-e-s sur ma participation à une manifestation montréalaise en appui au luttes autochtones en Colombie-Britannique à la veille des jeux olympiques d'hiver à Vancouver.

Il m'apparaît inquiétant qu'en de multiples occasions les agents du SCRS ont insinué devant mes ami-e-s que mon travail d'organisateur politique, tout à fait reconnu à Montréal et aussi facilement retraçable sur Internet, était contraire aux valeurs canadiennes. Le SCRS a également dit à mes ami-e-s que j'avais été violent par le passé, sans appuyer ces allégations d'aucune preuve. De telles accusations frisent la diffamation publique.

Je tiens à préciser ici que mon militantisme des dix dernières années à Montréal a toujours été de nature publique : travail d'organisation communautaire dans le cadre de luttes pour la justice sociale; appui à des luttes de libération à travers le monde,

des Philippines à la Palestine; etc.

Je me suis surtout consacré à créer des synergies entre les arts et l'activisme, tissant des liens entre des artistes phares de la scène culturelle internationale à Montréal et les luttes pour la justice sur le terrain. Mon travail lié à la culture comprend des articles pour *Cultural Crossroads* et des séries d'entrevues pour l'hebdomadaire montréalais *Hour* au cours desquelles j'ai rencontré des artistes montréalais de renom comme la regrettée Lhasa de Sela.

Je me suis également impliqué dans des projets comme la campagne Artistes contre l'apartheid israélien, qui a rassemblé des centaines d'artistes en soutien au peuple palestinien. J'ai aussi participé à des manifestations culturelles pour protester contre les discussions à huit clos de 2001 à Québec pour la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA), aujourd'hui tombée dans les oubliettes.

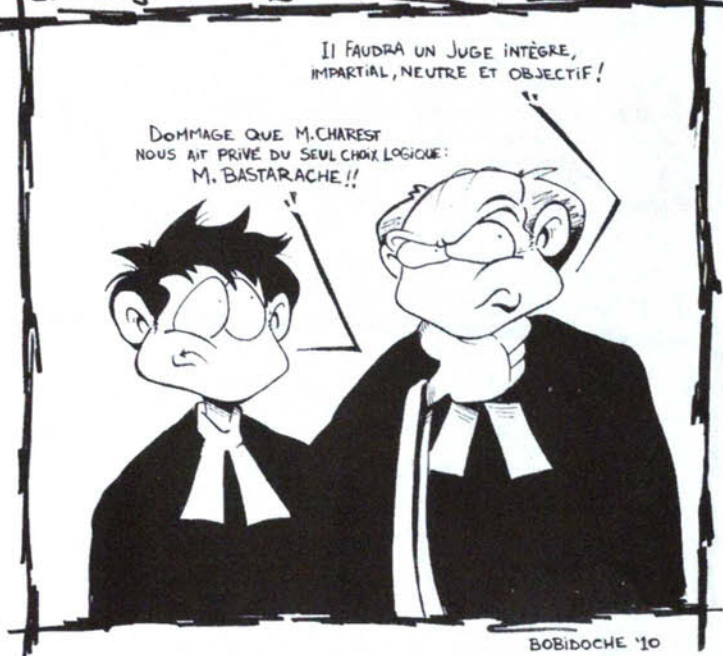
Au-delà des arts, je me suis consacré à plusieurs luttes locales à Montréal, appuyant directement celles pour la justice des immigrant-e-s, contre la déportation et la détention des migrant-e-s par le gouvernement





À l'angle des rues de Lanaudière et Marianne, à Montréal, un citoyen qui a tout compris...

Qui Jugera le Juge Delisle?



BOBIDOCHÉ '10

Un original en cavale dans les rues de St-Michel

La chasse à l'original est ouverte!

CYBERPRESSE, 2010.06.15



« Nous sommes ici aujourd'hui pour dénoncer le profilage bestial »

Bouche-trou offusqué

Ayant bouché de nombreux trous dans la grille horaire de la défunte station TQS, Yannick Marjot se demande pourquoi on n'a pas fait appel à ses services pour colmater la fuite de pétrole dans le Golfe du Mexique.

ON N'EST JAMAIS TROP PRUDENT

L'ONU adopte un plan de désarmement du Proche-Orient, qui prévoit notamment de retirer les cailloux et les bâtons pointus de la Bande de Gaza.

Face à fesser dedans

Bonne nouvelle pour ceux et celles qui cherchent un souffre-douleur: un nouveau site de réseautage social vient de voir le jour, intitulé Facebook Émissaire.

Presque mort de rire

À 56 ans, le fondateur de Juste pour rire, Gilbert Rozon, annonce qu'il continuera encore plusieurs années à rire du monde.

PASCAL GRENIER, SIMPLICITAIRE

PLOGUES

La revue d'études anarchistes, Réfractations, consacre son plus récent numéro aux liens entre l'anarchisme et les courants du féminisme. On y trouve notamment un entretien avec Geneviève Fraisse et un texte de Francis Dupuis-Déri « Hommes anarchistes face au féminisme ».

<http://refractions.plusloin.org>

Réfractations
revues et expériences anarchistes
Des féminismes,
en veux-tu, en voilà



VENDU AVEC SAC DE PLAGE PARFUMÉ!

Nunuche magazine, d'Élise Gravel et son équipe, fait tranquillement sa marque. Une splendide initiative parodique, vendue avec sac de plage parfumé, rien de moins.

Nunuche magazine était né aux Éditions Les 400 coups en 2006, en version pour ados. Il connaît cette année une renaissance grand public à La Courte Échelle.

Venez rire avec nous des « moues de truite », « pauses pipi » et des publicitaires sexistes en général, sur leur page FB déjantée : <http://www.facebook.com/#!/nunuchemagazine>

Crise économique, écologique et sociale : peut-on sortir de l'impasse?

L'Université d'été des Nouveaux cahiers du socialisme

Du 24 au 26 août à l'UQAM



Trois jours de formation et de discussions sur le monde dans lequel on vit, sur les blocages, les pouvoirs et les crises, mais aussi sur les solutions, alternatives et perspectives des mouvements sociaux et politiques qui veulent changer le monde. Avec plusieurs personnes ressources du Québec et d'ailleurs, dont Jean-Marc Piotte, Pascale Dufour, Éric Pineault, Amir Khadir, Francis Dupuis-Déri, Barbara Legault, l'écologiste américain Joel Kovel, Emir Sader, Michaël Lowy et plusieurs autres.

50\$ ou 20\$ pour étudiant-e-s et sans-emploi
Inscriptions : universite@cahiersdusocialisme.org
Programmation : www.cahiersdusocialisme.org

Principe de Peter

Commission unique des valeurs mobilières : Citant les cas d'Earl Jones et Vincent Lacroix, Raymond Bachand accuse Ottawa d'empêcher dans les champs d'incompétence des provinces.

Courrier

Un obstacle majeur à la protection de l'environnement

Au Québec, lorsque vous demandez aux gens ce qu'ils font pour protéger l'environnement, ils vous répondront presque invariablement, « je fais mon recyclage ». D'autres plus engagés vont dire j'achète le plus possible local et bio. D'autres enfin, diront je fais du compostage.

Cependant, ces gestes, quoique valables, restent d'une importance environnementale limitée et sont relativement faciles à aborder dans une conférence ou une discussion. Toutefois, plusieurs thèmes, mentionnés ci-après, ont un impact d'important à très important et sont beaucoup plus difficiles à présenter en public.

- Avoir ou non des enfants;
- Utiliser l'avion pour des voyages non essentiels;
- Avoir une maison ou un véhicule surdimensionné par rapport à ses besoins;
- Manger fréquemment de la viande;

- Promouvoir un meilleur partage des richesses (des dirigeants de compagnies d'assurances et de banques gagnent des millions) et des ressources (86 % des ressources sont utilisées par 20 % de l'humanité);
- L'étalement urbain est un des problèmes environnementaux aux plus grandes conséquences.

L'obstacle majeur pour protéger l'environnement réside dans le fait que les importantes questions qui précèdent ne peuvent pratiquement pas être abordées en public. En effet, en soulevant ces thèmes, il y aura toujours plein de gens qui se sentiront coupables. L'un aura une grosse maison, l'autre demeurera en banlieue éloignée, enfin un troisième fera son voyage annuel en Floride. Même si le sujet est bien fondé sur le plan environnemental, le sentiment de culpabilité prendra généralement le dessus et se transformera en retrait, en défense ou en critique.

Si l'on ne peut véritablement parler des problèmes écologiques les plus importants, comment alors protéger l'environnement efficacement?

Les pauvres, qu'ils c...!

Le gouvernement canadien n'orient pas ses politiques vers une juste répartition des richesses, ni au pays ni dans le monde. Non seulement a-t-il gelé nos contributions à l'aide extérieure, mais il s'oppose à la mise en place d'une très faible taxe internationale de 0,05 % sur les transactions financières, qui affecterait à peine les spéculateurs et permettrait de générer des centaines de milliards de dollars par année pour le développement international.

BRUNO MARQUIS

POUR S'ABONNER

Six mois : 17,71 \$ + taxes = 20 \$

Un an : 31,01 \$ + taxes = 35 \$

Deux ans : 53,15 \$ + taxes = 60 \$

Abonnement institutionnel et de soutien : 53,15 \$ + taxes = 60 \$

Abonnement de groupe d'un an (10 copies par parution) : 230,34 \$ + taxes = 260 \$

Abonnement d'un an à l'étranger : 44,30 \$ + taxes = 50 \$

NOM _____

ADRESSE _____

CODE POSTAL _____

TÉLÉPHONE _____

COURRIEL _____

PAR TÉLÉPHONE 514.596.1017

PAR LA POSTE Le Couac, 6940, rue Jogues Montréal (Québec) H4E 2W8

Adressez votre chèque à : Le Couac

Le Couac

6940, rue Jogues, Montréal (Québec) H4E 2W8
514.596.1017

Fondé en 1997 par Pierre de Bellefeuille et Jean-François Nadeau

CO-RÉDACTEURS EN CHEF Guillaume Beaulac, Bruno Dubuc, Simon Tremblay-Pepin.

COLLABORATEURS Isabelle Baez, Pierre Beaudet, Nadia Bouthilllette, Stefan Christoff, Michel Collon, Marc-André Cyr, Martin Dufresne, Amy German, Philippe Giroul, Eric Martin, Éric Notebaert, Valentin Tardi, Simon Tremblay-Pepin, Ramon Vitesse.

ILLUSTRATIONS ET PHOTOS Bobidoche, Boloney, Boris, Serge Ferrand, Luc Giard, Rémy, Valentin Tardi, Ramon Vitesse.

CORRECTION Louise-Caroline Bergeron

MISE EN PAGE Coopérative Molotov - molotov.ca

IMPRIMÉ PAR Hebdo-Litho

DISTRIBUÉ PAR LMP!

Abonnement et publicité : 514.596.1017
ISSN 1480-2074 • N° de publication (Poste Canada) 1213369
Imprimé au Québec

Vous voulez collaborer au Couac?

Envoyez-nous vos textes (maximum 700 mots), dessins, photomontages par courriel au info@lecouac.org.www.lecouac.org

Des nouvelles du front

ISABELLE BAEZ

Quoi de neuf sur le front? Comment ça, quel front? Pas le front comme « du front tout le tour de la tête » ou comme dans « un front de bœuf », mais plutôt, comme « le front en Afghanistan ». Avez-vous oublié que nous sommes en guerre? Chaque jour, nous nous levons et nous sommes en guerre, comme ça, sans le sentir vraiment.

Eh bien, le front va mal, il va très mal. Il est chaud, il a de la fièvre, et on nous annonce qu'elle va augmenter très rapidement, dès cet été. C'est le lieutenant-général Lessard, grand manitou des forces à l'étranger, que l'armée canadienne a dépêché pour nous mettre en garde. Sur la photo de l'article en ligne de Radio-Canada¹, il se tient, professionnel, en tenue de camouflage bardée de drapeaux canadiens. Juste sur la photo, j'en ai compté 3. Et que nous dit-il, le brave homme? Il nous dit que les forces stationnées à Kandahar risquent de connaître un été difficile.

Stationnées? Quel drôle de nom pour une invasion. Pourrait-on étendre la métaphore à la Palestine et y dire que les colons juifs y sont stationnés?

Mais revenons aux propos de l'officier Lessard « Ce sera un été difficile. Les insurgés sont très actifs ». Au front, devant nos troupes stationnées se trouvent donc des insurgés. Et ils sont comment les insurgés (image d'un fou sanguinaire bondissant un couteau entre les dents)? Ils sont actifs. Autrement dit, vivants. Ainsi peut-on dire que les gazaouis sont eux aussi des insurgés actifs, puisqu'ils bougent encore. Ça a la vie dure, les insurgés. On a beau stationner, ça a assez de front pour nous tenir tête.

L'officier Lessard nous rassure en précisant « Mais nous maintenons notre présence non seulement pour contrer l'insurrection, mais pour garder un lien avec la population ». C'est beau, un lien. On n'est pas juste stationnés pour faire front contre les insurgés. Pendant qu'on tire, on garde une main libre pour tenir celle de la population, beaucoup, beaucoup plus aimable et gentille que le sale insurgé.

Notre petite menotte garde le lien. Lorsque le soldat israélien fait une incursion dans les territoires palestiniens, lui aussi, il veut garder contact avec les gentils gazaouis, ceux qui se sont tout simplement trompés en votant pour le Hamas aux dernières élections. On fait tous des conneries, non?

Retournons à l'article. On nous rappelle que toute cette offensive sur Kandahar était prévue. Ouf! On respire mieux. Mais on apprend dans la foulée qu'une véritable tuerie a eu raison de 39 personnes lors d'un mariage. Quels salauds, ces insurgés, avec leurs tueries! Nous, on gagne du terrain sur les insurgés, on libère des bastions, on prend possession, on fait reculer la barbarie; eux, ils commettent de véritables tueries.

La profonde analyse de R-C termine en mentionnant « N'ayant pas les effectifs nécessaires pour attaquer les alliés de front, les talibans mènent plutôt une guerre d'attrition. ». Attrition? Connais pas. Je cherche dans mon dictionnaire de poche. Inconnu au bataillon. Dans le gros

calibre, je découvre qu'attrition signifie « Regret d'avoir offensé Dieu... ». Ça ne doit pas être ça. D'autres significations vont de l'érosion à l'écrasement. Étrange histoire... Je reste sur un doute. En Palestine, par contre, il me semble que la dernière signification s'appliquerait tout à fait, mais aux actions des soldats israéliens. On écrase facilement là-bas. Parlez-en à Simone Bitton qui a réalisé le film *Rachel*².

Les nouvelles du front sont donc bien mauvaises. L'enlèvement se poursuit et on nous aura prévenus, ça va saigner cet été. Si vous êtes parent d'un soldat canadien, faudra pas venir vous plaindre que vous ne saviez pas. Et si vous êtes un soldat canadien, ben, vous ne pourrez plus vous plaindre, de toute façon, vu que vous risquez de ne plus être « actif »...

¹ « L'avertissement du lieutenant-général Lessard », Site de Radio-Canada, 15 juin 2010.

² Documentaire portant sur la mort de Rachel Corrie, militante pacifiste, écrasée par un bulldozer israélien en mars 2003, alors qu'elle tentait d'empêcher la destruction d'une maison palestinienne.

éditos

Tobin or not tobin, voilà la question

LA TAXE TOBIN COMME ASSURANCE-MALADIE DU CAPITAL

ERIC MARTIN

La plus récente crise financière a ramené sur le tapis l'idée d'une taxe « Robin des bois » sur les échanges financiers. La taxe Tobin, défendue à gauche par ATTAC depuis plus d'une décennie, devient la proposition principale de l'élite pour tenter de régler le problème des crises récurrentes du capitalisme financier. Or, cette mesure, présentée comme « progressiste », ne s'en prend aucunement aux catégories principales qui structurent le capitalisme. Son implantation pourrait bien au final s'avérer n'être guère plus que la greffe du respirateur artificiel dont a besoin l'économie financiarisée pour repartir la machine sans souci : si crise il y a, suffirait de piger dans la cagnotte pour repartir de plus belle dans une nouvelle bulle.

La taxe

La « Taxe Tobin » tire son nom de l'économiste James Tobin. Il s'agit d'une taxe de 0,1 % imposée à chaque transaction financière pour freiner la spéculation. Les fonds prélevés pourraient ensuite être redistribués au pays en voie de développement pour les aider à se tailler une place dans le jeu de la finance. Loin d'être une mesure à visée sociale, la taxe a été créée pour stabiliser le capitalisme financier international.

Tobin n'appréciait d'ailleurs pas qu'on l'associe à la critique de la mondialisation : « J'apprécie l'intérêt qu'on porte à mon idée, mais beaucoup de ces éloges ne viennent pas d'où il faut. Je suis économiste et, comme la plupart des économistes, je défends le libre échange. De plus, je soutiens le Fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale et l'Organisation mondiale du commerce (OMC), tout ce à quoi ces mouvements s'en prennent. On détourne mon nom ».

ATTAC et la fiscalité globale

L'Association pour une taxation des transactions

pour l'aide aux citoyens (ATTAC), fondée en 1998, propose d'utiliser les sommes prélevées au moyen de la taxe pour régler divers problèmes sociaux, comme la « faim dans le monde ». La taxe est ainsi présentée comme une nouvelle « fiscalité globale » capable de redistribuer une infime partie de la valeur générée par la spéculation à des fins humanitaires ou « d'aide au développement ».

La récente crise du capitalisme a propulsé l'idée d'ATTAC sur toutes les lèvres, dont celles des puissants, ce qui a réjoui l'association : « Face à la crise, les propositions que nous étions les seuls à avancer sont reprises jusqu'au cœur de l'establishment politico-financier international. »

Reprise par l'élite : vers l'institutionnalisation du « bailout »

Parce que ses banques ont été épargnées par la crise des subprimes, le Canada de Harper ne veut rien savoir de la taxe Tobin (tout comme des discussions sur l'environnement). Le 22 mai, le Devoir annonçait que le « Le gouvernement canadien (...) a tout mis en œuvre pour essayer de tuer cette idée dans l'œuf. » Washington, Berlin et Paris, par contre, voulaient en faire l'un des points à l'agenda du G20 de Toronto. Plusieurs syndicats ont aussi appuyé le projet.

À une nuance près : pour les dirigeants, la cagnotte ne devrait plus servir à l'aide internationale, mais comme caisse d'urgence quand arrivera la prochaine crise du capitalisme financier. Cela signifierait l'institutionnalisation d'une *mutuelle* du « bailout », où les États mettraient en place une microtaxe spéciale pour permettre au jeu de reprendre lorsqu'il s'enraye.

Pour stopper le *meltdown* de la dernière crise, les gouvernements ont investi 20 trillions de dollars, ce qui est 10 000 fois plus que les 20 milliards promis pour régler la faim dans le monde lors du G8 de 2009. Cela n'a pas pour autant relancé la croissance. Voilà qui annonce 10 ans de « récession humaine » dont les Grecs ont les premiers fait les frais, mais qui se traduira partout par des reculs arrachés avec

violence aux classes travailleuses du monde entier.

Distribution et production : le nouveau capitalisme d'État

La taxe Tobin est liée au capitalisme financier comme l'autre face d'une même pièce. Elle constitue la forme évoluée d'un capitalisme d'État keynésien étendu à l'échelle globale, où le mécanisme d'une redistribution minimale permet d'amenuiser les crises répétées qu'engendre structurellement le capitalisme. Les fonds prélevés ne seraient que minimalement utilisés à des fins sociales, servant plutôt de réservoir à des fins de consolidation de l'activité virtuelle et abstraite de la finance.

Dans la version « revue par l'élite », les visées naïves de redistribution sociale d'ATTAC sont remplacées par la constitution d'une assurance-maladie pour le capital, histoire de le remettre sur pieds si la machine cassait. Mais surtout, puisqu'elle intervient *a posteriori*, la taxe laisse intacte la forme capitaliste des rapports sociaux, c'est-à-dire le mode de production industriel, l'exploitation et la destruction de l'environnement à des fins de production de valeur. Elle ne suppose non plus aucune révision des finalités normatives assignées à l'économie, ni de la place de l'économie dans la société.

En résumé, « il s'agit là d'une proposition visant à mieux protéger la rentabilité du capital en général en prenant une mesure dissuasive minimaliste contre un seul type de profit. On n'y trouve par conséquent pas le moindre atome de contenu progressiste, du point de vue de la lutte contre le capitalisme... ». La gauche qui perd son temps à revendiquer ce genre de mesure se fait, malgré ses nobles intentions subjectives, le mécanicien du capital. Au vu des catastrophes que nous côtoyons déjà, il est plus que temps d'en revenir à une critique des fondements structurels du capitalisme plutôt que de lui offrir des réformes qui deviendraient le respirateur artificiel du simulacre de la valeur spéculative.

Sens pratique

Barack Obama reconduit pour encore six mois le moratoire sur le forage pétrolier dans le Golfe du Mexique puisqu'il ne sert plus à rien de creuser pour en trouver.

Climat aride

La ville de Sherbrooke et son service des incendies émettent aujourd'hui une interdiction complète d'allumage de feux au bureau de comté de Patapouf Charest.

Nos origines simiesques encore une fois confirmées

Une étude révèle que les chimpanzés réagissent de la même façon que les être humains à la disparition d'un des leurs, en faisant semblant qu'il était extraordinaire.

Le chic des pauvres

D'après l'IEDM, l'augmentation des frais de scolarité n'aurait aucun effet sur la fréquentation scolaire. L'étude affirme aussi que le prix des Rolls-Royce, des cigares Cohiba et des bouteilles de champagne Veuve Cliquot n'a rien à voir avec leur consommation par les riches. C'est par choix esthétique que les pauvres mangent du Baloney, et par caprice, qu'ils ne font pas d'études supérieures.

SUIVE DE LA PAGE 1

canadien.

J'écris aujourd'hui pour aider à briser le silence fait sur l'intimidation du SCRS contre les militant·e·s au Canada, pour livrer un témoignage personnel du harcèlement afin, je l'espère, d'encourager d'autres à prendre aussi la parole. Je conseille vivement à tous les réseaux, d'est en ouest, de refuser collectivement de parler avec le SCRS quelque soit le sujet ou les circonstances. Je prends la parole alors que nombreux au Canada ne sont pas en mesure de le faire, parce qu'ils ou elles ne possèdent pas la citoyenneté canadienne ou pour des raisons légales. J'espère par mes mots contribuer à bâtir une solidarité collective contre le harcèlement de la part du SCRS.

Mon but est de participer à l'ouver-

ture d'un débat concernant les pratiques du SCRS au Canada, pour affirmer notre droit collectif de lutter et de défier la répression politique orchestrée par le gouvernement canadien contre les militant·e·s à l'approche des sommets du G8 et du G20 en Ontario.

Il va sans dire que mes valeurs sont à mille lieux de celles du gouvernement conservateur canadien, qui justifie publiquement le meurtre de civils par l'armée israélienne au Liban et qui autorise par ses lois sur l'immigration la déportation de migrant·e·s vers leur pays d'origine où ils et elles sont tué·e·s.

Dans ce contexte, je dois rappeler que mes différences d'opinion, publiquement connues, avec le gouvernement conservateur d'Ottawa, lequel se situe à l'extrême droite du spectre politique, ne justifient en rien la surveillance et l'intimidation dont sont

victimes mes ami·e·s.

Mon militantisme va continuer, tout comme ma foi en la justice sociale et ma prise de parole pour les luttes pour la liberté et contre l'oppression à l'échelle mondiale, incluant le droit de se défendre par les armes, inscrit dans les lois internationales.

Il est stimulant de prendre part à un mouvement mondial différent qui agit au-delà des frontières, au-delà des nations. Un mouvement dont le but n'est pas la prise de pouvoir mais la lutte pour un monde qui s'enracine dans l'idée révolutionnaire de la libération collective.

Aujourd'hui, au Canada, ce mouvement populaire mondial est confronté à la répression et la surveillance de la part du gouvernement conservateur. Ma propre histoire est une partie seulement d'une histoire beaucoup plus

vaste d'intimidation et de harcèlement de la part du SCRS. Depuis un an, les actions des services secrets contre les réseaux militants se sont intensifiées. En réponse au SCRS, la meilleure réponse est une absence totale de coopération et une solidarité collective.

Vous pouvez trouver le témoignage de Freda Guttman à cette adresse : rabble.ca/news/2010/06/two-activists-speak-out-about-g8g20-csis-intimidation-freda-guttman-story

Traduit de l'anglais par Isabelle Baez

Stefan Christoff est un journaliste basé à Montréal, un organisateur communautaire et un musicien qui collabore régulièrement à rabble.ca et qui est sur Twitter. Pour savoir comment réagir si le SCRS se pointe chez vous, lisez les conseils de la commission populaire à cette adresse : peoplescommission.org/fr/csis/whattodo-csis.php

LES 10 GRANDS MÉDIAMENSONGES D'ISRAËL

En préparant le livre «Israël, parlons-en», le journaliste belge Michel Collon a demandé à deux assistantes d'aller dans les rues de Bruxelles demander aux gens ce qu'on savait sur l'histoire et la situation d'Israël. Les réponses furent catastrophiques. Elles ont montré une ignorance du public, ignorance qui n'est pas, selon lui, due au hasard, mais bien à 60 ans de propagande et de mensonges israéliens, relayés par les grands médias. Collon les a résumés dans ce qu'il a appelé les 10 grands médiamensonges qui justifient Israël. Cette présentation vidéo de Michel Collon, retranscrite ici par *Le Couac*, est accessible via son site web au michelcollon.info.

1 Israël a été créé en réaction au génocide contre les juifs en 1940-1945. Ça, c'est totalement faux. C'est un projet colonial qui est bien plus vieux et qui a été décidé au congrès de Bâle en 1897. Le mouvement nationaliste juif décide alors de coloniser la Palestine. À ce moment-là, on emploie le mot colonialisme qui n'est pas du tout honteux. Ils font appel aux puissances coloniales de l'époque parce qu'ils se rendent compte qu'ils ont besoin d'être protégés. L'Empire britannique se montre intéressé à avoir des colons au milieu du monde arabe, veut affaiblir l'Égypte qui est une puissance qui les inquiète, et veut contrôler le canal de Suez qui est la route vers la colonie des Indes qui leur rapporte énormément. Ensuite, les États-Unis vont prendre le relais. Eux ce qui les intéresse c'est le pétrole, ils veulent un flic du pétrole. Et donc, on voit que cette création d'Israël est un projet colonial qui s'inscrit dans une époque où les puissances coloniales européennes se partagent l'Afrique comme un vulgaire morceau de gâteau.

2 Les juifs retournent sur la terre dont ils auraient été chassés par l'Empire romain en 70 après Jésus-Christ. Ça, c'est aussi un mythe total. L'historien Shlomo Sand a interviewé plusieurs historiens et archéologues israéliens qui disent non, il n'y a pas eu d'exode, et donc il n'y a pas de retour. En gros, les populations n'ont pas bougé. Bien sûr il y a eu des invasions, des migrations, des mélanges, mais en gros les populations sont restées là. Ce qui a deux conséquences cocasses. La première, c'est qu'au fond, les descendants des juifs de l'époque de Jésus-Christ, ce sont les Palestiniens qui vivent là aujourd'hui maintenant. Et la deuxième conséquence, c'est que si les gens ne sont jamais partis, quels sont ces gens qui nous disent qu'ils reviennent. En fait, ce sont des convertis, des Européens de l'est, de l'ouest, des Maghrébins, qui se sont à divers moments convertis à la religion juive. Comme le dit Shlomo Sand, le «peuple juif», ça n'existe tout simplement pas : il n'y a pas d'histoire commune, pas de langue commune, pas de culture commune. Il y a juste une religion, mais une religion, ce n'est pas un peuple. On ne parle pas du peuple chrétien, du peuple musulman, donc pas de peuple juif non plus.

3 La colonisation de ces terres n'est pas grave, car c'était un désert, une terre sans peuple. Ça aussi c'est un mensonge total. Les témoins de l'époque déjà au début du XIXe siècle disaient que la Palestine, c'était un «océan de blé». Il y a donc eu des cultures, des exportations vers la France notamment d'huile, de savon, les fameuses oranges de Jaffa. Et d'ailleurs, quand les colons britanniques puis juifs vont commencer à vouloir s'installer en Palestine à partir de 1920, les Palestiniens refusent de céder leurs terres. Et donc, il y a des révoltes, des grèves générales, des manifestations avec de nombreux morts... Donc c'était tout sauf un désert, et tout ça n'a été brisé que par une répression très féroce de l'occupant britannique et des sionistes ensuite.

4 Il y avait peut-être des Palestiniens, mais ils sont partis d'eux-mêmes. Ça aussi c'est faux. Tout le monde a cru ça longtemps, moi y compris, et ça a été la grande version officielle d'Israël. Jusqu'à ce que qu'on a appelé les nouveaux historiens israéliens, Morris, Pappe, et d'autres, disent non, les Palestiniens ont été chassés, par la violence, par la terreur, par une opération systématique pour les expulser du pays. Voilà donc un autre mythe qui clôt cette partie «historique». Sur la période actuelle maintenant...

5 Israël est la seule démocratie au Moyen-Orient, donc il faut la défendre, c'est un État de droit. Premièrement, ce n'est pas un État de droit. C'est le seul État au monde où la constitution ne fixe pas les limites du territoire. Dans tous les pays du monde, les limites territoriales sont clairement définies. Israël non, parce que c'est simplement un projet d'expansion qui n'a pas de limites. En plus, la constitution d'Israël est totalement raciste, car elle dit qu'Israël c'est l'État des juifs, ce qui veut dire que les autres ce sont de sous-citoyens. C'est donc la négation même de la démocratie une constitution pareille. En fait, Israël c'est le colonialisme, c'est le vol de la terre, c'est le nettoyage d'une population, ça ne peut pas être considéré comme une démocratie. Alors bien sûr on me dira «y'a un parlement, y'a des médias, y'a des profs d'université qui critiquent», c'est vrai. Mais étant donné que c'est un État qui est basé sur le vol de la terre, ça veut dire que c'est une démocratie entre les voleurs pour savoir comment ils vont continuer à voler. Et ça, ce n'est pas une démocratie, c'est du colonialisme, c'est de la dictature.

6 On nous dit aussi que les États-Unis, ce qu'ils veulent, c'est protéger la démocratie au Moyen-Orient, en mettant bien sûr plus de 3 milliards de dollars par année en armement pour aider Israël à bom-

barder ses voisins... Si les États-Unis étaient pour la démocratie, ça se saurait puisque c'est eux qui protègent les dictatures épouvantables de l'Arabie Saoudite, du Koweït, le tyran Moubarak avec du sang sur les mains... Donc, en fait, ils ont installé tout ça et eux ce qui les intéresse dans Israël c'est pas du tout la démocratie, c'est le «flic du pétrole», c'est contrôler le pétrole, donc le Moyen-Orient. Ils veulent briser tout État qui voudrait refuser ce projet et qui n'accepterait pas de donner son pétrole pour rien. Seulement, ils ne peuvent pas attaquer à tout bout de champ tous les pays du moyen orient qui ne leur plaisent pas. Donc, ils ont besoin de ce que Chomsky appelle le «flic de quartier», rôle que joue parfaitement Israël. Et c'est pour ça qu'ils le protègent alors qu'Israël viole le droit international, viole les conventions de l'ONU, viole l'égalité entre les êtres humains. Alors, c'est clair que c'est une guerre économique qui est menée là par les États-Unis.

7 L'Europe, elle, est plus neutre et recherche une solution entre Israéliens et Palestiniens. C'est absolument faux. D'abord avec des gens comme Lagardère et Dassault qui sont en France tout proche de Sarkozy et qui collaborent avec l'industrie de l'armement israélienne. Et en plus, lorsque les Palestiniens ont élu leur gouvernement, l'Union européenne a refusé de le reconnaître et a clairement donné le feu vert à Israël pour bombarder Gaza. Et donc, ce doit être bien clair que quand Israël bombarde les Palestiniens, c'est Sarkozy, c'est Merkel, ce sont les gouvernements européens qui bombardent aussi.

8 Et quand vous dites tout ça, on essaie de vous faire taire en vous disant : vous êtes un antisémite. Il y a une chose qui doit être très claire : quand on critique le gouvernement d'Israël, on n'est pas raciste anti-juifs, au contraire, on critique un gouvernement qui nie l'égalité entre les êtres humains, entre les juifs et les musulmans. Et donc, on veut au contraire voir possible une paix entre les juifs, les chrétiens, les laïcs et les musulmans au Moyen-Orient. Et c'est pour ça qu'il faut arrêter le gouvernement d'Israël dans ses crimes, car il ne fait que semer la haine, créer de la tension, et c'est sa stratégie.

9 Oui, mais les Palestiniens sont violents, c'est du terrorisme, etc. Mais la vraie violence, c'est le colonialisme, c'est l'armée d'occupation israélienne qui a volé depuis 60 ans aux Palestiniens leurs terres et leurs maisons, c'est l'armée israélienne qui empêche les Palestiniens d'avoir une vie normale avec les «check points» de la maison au bureau, où vous devez parfois attendre une journée. Il y a des femmes enceintes qui sont mortes parce qu'elles étaient bloquées par l'arbitraire des «check points», etc. Donc la violence, c'est l'occupation.

De plus, l'ONU, dans ses textes fondamentaux, reconnaît le droit de tout peuple colonisé, de tout peuple occupé, de résister par tous les moyens qu'ils jugent bon. Donc, la résistance est légitime.

10 Mais alors face à tant de haine de la part d'Israël et de ceux qui les soutiennent, beaucoup de gens pensent que c'est un conflit qui va durer toujours, qu'il n'y a pas de solutions. Il faut savoir que la solution elle existe. Parce qu'en fait, les grandes organisations palestiniennes, dès le milieu des années 1960, ont proposé une solution très démocratique et très simple, à savoir, un seul État, sans discrimination, où il y aurait une égalité de droit entre les juifs, les musulmans, les chrétiens et les laïcs. C'est la définition même de la démocratie : un homme, une femme, une voix. Et Israël a toujours refusé de négocier ces solutions. Il a emprisonné ou assassiné les dirigeants du Hamas, mais aussi les dirigeants du Fatah et d'autres groupes palestiniens. Donc, Israël refuse de négocier et il faut donc se demander pourquoi. Et la seule raison, je l'ai dit, c'est qu'Israël sert aux États-Unis de flic du pétrole, et donc c'est une guerre économique pour les multinationales.

Et la seule chose qui peut arrêter ça, c'est la pression de tout le monde, des citoyens partout dans le monde, sur les dirigeants politiques qui sont complices d'Israël, la pression sur les médias qui, il faut le dire, ne disent pas la vérité. Et donc ça veut dire que chacun fasse de l'information, rétablisse la vérité, démasque les médiamensonges et les mythes justificateurs d'Israël. Et en appliquant cette idée «nous sommes tous des journalistes», on arrivera véritablement, je pense, à une possibilité de négocier et de trouver une solution pour rétablir la paix au Moyen-Orient.

Un ou deux États ?

Michel Collon, dans son 10^e médiamensonge, prône la solution à un seul état pour Israël. D'autres analystes respectables sont pour une solution à deux états. Noam Chomsky, par exemple, disait récemment (17-05-2010) à Haaretz qu'il soutient une solution à deux états, mais pas la solution proposée par Jérusalem, «des morceaux de terre qu'on appellera un État». On entend beaucoup d'arguments et de contre-arguments sur des variantes de l'une ou l'autre de ces solutions, et d'un camp comme de l'autre. Y'a-t-il moyen d'y voir plus clair. *Le Couac* a demandé à Dror Warchawski, militant français qui suit de longue date ce conflit, de tenter de nous faire en quelques lignes une espèce de FAQ («foire aux questions») sur cette épineuse question. Sa réponse, éclairante :

Il me semble qu'il y a trois positions défendues aujourd'hui par les militants pro-Palestiniens :

- 1) La solution à 1 État
- 2) La solution à 2 États
- 3) Ce n'est pas à nous de décider, ce sont les Palestiniens floués qui ont des exigences et qui négocieront les compromis qu'ils sont prêts à faire...

Bon, il y a aussi 4) pas d'État du tout, mais il me semble qu'elle n'est pas encore très à la mode!

«2 États» pose plein de problèmes moraux et pratiques : On garde un «État juif» et un «État arabe» ; On garde les frontières actuelles qui sont très défavorables pour l'État arabe ; On ne règle pas le problème de Jérusalem, des colonies, des Réfugiés... ; Que se passe-t-il si les arabes deviennent majoritaires dans l'État juif? etc. Mais c'est ce qui longtemps a constitué la solution la plus «réaliste», un compromis qui pourrait sembler acceptable par tous parce que les Palestiniens obtiennent un État et que les Juifs gardent le leur...

«1 État» est une solution un peu idéaliste, puisqu'on imagine forcément un État laïc, ou en tout cas sans identité nationale religieuse ou ethnique forte, ou alors bi-national, comme le Canada, la Belgique ou l'Afrique du Sud, avec Jérusalem pour capitale. Mais ça veut dire aussi qu'on imagine que tout ce beau monde va vivre ensemble sans problème, ce qui n'est pas gagné d'avance. Ça veut dire aussi qu'on espère que l'État ne va pas pencher d'un côté ou de l'autre. Pourtant, contre toute attente, cette solution devient de plus en plus inévitable, à force qu'Israël mette trop de bâtons dans les roues du projet «2 États» (en construisant dans les colonies, ce qui devait être le «deuxième État»), avec de plus en plus d'arabes Palestiniens dans les frontières de 1948 (le «premier État») etc. D'un autre côté, c'est la peur de cette solution qui renforce le camp de ceux qui sont favorables à la solution à 2 États...

Un syndicat québécois dans la campagne de Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS) d'Israël

Le Conseil central du Montréal métropolitain (CCMM-CSN) a adopté une résolution en faveur du mouvement de Boycott, Désinvestissement et Sanctions d'Israël lors de son congrès le 21 mai dernier à Montréal.

Par ce vote courageux, le CCMM-CSN choisit délibérément l'action citoyenne, politique et pacifique d'envergure internationale visant à forcer Israël à se conformer au droit international. Le CCMM-CSN renforce ainsi son soutien historique au peuple palestinien et au respect de ses droits fondamentaux.

Le Président de Palestiniens et Juifs Unis (PAJU), Bruce Katz, croit que «l'entrée d'un acteur clé comme le CCMM-CSN dans le mouvement de BDS est représentative de la légitimité et de l'ampleur qu'a pris le mouvement et de son potentiel à favoriser une solution réellement juste et équitable pour les Palestiniens».

Pour plus d'info sur la campagne BDS : www.tadamon.ca et www.bdsfrance.org

LES PIXIES BOYCOTTENT ISRAËL

Le 6 juin dernier, les Pixies ont annoncé par voie de communiqué qu'ils annulaient le concert qu'ils devaient donner le 9 juin à Tel-Aviv dans le cadre du festival Pic Nic. «Nous aimerions présenter nos plus sincères excuses à nos fans, mais des événements indépendants de notre volonté ont joué contre nous», ont-ils expliqué. La décision du groupe arrive quelques jours après l'attaque sanglante d'Israël contre la flottille d'aide pour Gaza ayant fait 9 morts parmi les passagers. Deux jours plus tôt, les groupes britanniques Klaxons et Gorillaz avaient également annoncé qu'ils annulaient leur présence au festival.

Ces derniers mois, plusieurs artistes de haut niveau ont annulé leur tournée en Israël pour des raisons politiques, dont le guitariste Carlos Santana et le père du rap Gil Scott-Heron. L'une des annonces les plus spectaculaires revient au chanteur Elvis Costello qui, en mai dernier, annulait également deux concerts en Israël pour des raisons «d'instinct et de conscience».

Au-delà du capitalisme

Pourquoi l'Université d'été des Nouveaux Cahiers du socialisme ?

PIERRE BEAUDET

Pendant longtemps, les mouvements d'émancipation ont été motivés par l'utopie positive de construire un monde basé sur la coopération et la solidarité entre les humains. Karl Marx et d'autres auteurs nous avaient expliqué que le capitalisme était un mode d'organisation historiquement constitué, et donc contestable et dépassable dans l'horizon de l'histoire humaine. Il avait aussi analysé quels étaient les embryons d'une « nouvelle société », en gestation dans l'ancienne, et dans laquelle l'humanité pourrait passer de l'ère de la subordination et de l'exploitation à une ère d'épanouissement et de liberté. Par la suite, de grands élans ont été donnés à la lutte sociale, un peu partout dans le monde.

Le monde a « changé de base »

Et ainsi, des victoires, il y en a eu plein. Des « communes » de résistance ont émergé à Paris, Petrograd, Shanghai. Des luttes gigantesques ont traversé le monde en Allemagne, en Italie, en Inde, en Afrique du Sud, au Brésil. Et de grandes mobilisations ont surgi au Québec à travers les luttes de révolutions-pas-si-tranquilles. L'étendard de ces luttes, « socialisme et liberté » a terrorisé les dominants, capitalistes de tout acabit, seigneurs de la guerre, intellectuels et politiciens « de service » et autres défenseurs de la réaction.

Plus tard, les ouvriers de la grande industrie moderne ont cessé d'être esclaves grâce aux puissantes luttes syndicales du 20^e siècle. Les femmes ont cessé d'être les domestiques plus ou moins payées à travers l'irruption des résistances féministes de masse. Les jeunes et les étudiant·e·s ont fait dérailler le système d'éducation à rabais destiné à former les futurs esclaves. Les peuples du tiers-monde ont dit basta au colonialisme et au racisme génocidaire et ont imposé des ruptures. Et ainsi le monde a effectivement, comme le dit la chanson, « changé de base ».

Le capitalisme s'est cependant « modernisé »

Des défaites cependant, il y en a eu

aussi beaucoup. Les luttes sociales ont été contournées par un compromis douteux par lequel les capitalistes ont créé la dite société de consommation, transformant les humains en « individualistes possessifs ». Le racisme, l'oppression des femmes et des jeunes se sont perpétués sous de nouvelles formes. Le colonialisme est devenu le néocolonialisme reproduisant sous de nouvelles couleurs l'exploitation antérieure. Le capitalisme moderne a réussi, dans une large mesure, à continuer sa domination en mettant en place un système de coercition et de répression où au bout de la ligne, tout le monde est contre tout le monde, pauvres contre ultra pauvres, hommes contre femmes, blancs contre noirs, jeunes contre vieux. Le capitalisme moderne, de plus, a réussi son coup en élargissant de manière exponentielle le concept de l'« ennemi intérieur », immigrant, réfugié, sans papier, qui devient la cible principale en même temps que la manière de gérer les contradictions sociales explosives.

Tout cela, cette « modernisation » du capitalisme, s'est fait dans une violence sans précédent, par des guerres et des conflits sans fin, par le dévoiement des acquis démocratiques et la transformation de l'espace politique en une sorte de prison plus ou moins douce ou dure selon les nécessités du moyen.

Le problème est aussi dans « nous »

Par contre, les défaites ne peuvent s'expliquer seulement par les stratégies du capitalisme. Elles viennent aussi de « nous-mêmes », de nos mouvements, de nos projets. Sous des labels différents et dans le cadre d'expériences singulières, le mouvement pour la justice, - l'étendard du socialisme et de la liberté - s'est affaibli par ses propres contradictions, par des processus internes qui ont sapé ses élans et ses utopies. L'autoritarisme, le je-sais-tout-isme, une vision consistant à considérer les sujets de l'émancipation humaine comme des « instruments » d'une « histoire programmée » par une « science » de l'histoire déjà écrite ont abouti à de grands échecs. Sur le dos de révolutions anticapitalistes et anti-impérialiste comme en URSS, le socialisme, l'ancien étendard de la liberté,

est devenu une prison, un goulag. Ailleurs, des partis de gauche, de grands mouvements sociaux, sont devenus les instruments de couches sociales ascendantes, petits et moyens bourgeois rêvant de devenir des « grands ». Des chefs syndicaux se sont construits des empires en s'associant aux capitalistes, parfois sur leurs bateaux de plaisance. Des animateurs de mouvements de libération nationale sont devenus des gérants du néolibéralisme. De fortes résistances ont éclaté un peu partout, mais finalement, le socialisme de l'ancienne époque, le « socialisme réellement existant », a été vaincu par le capitalisme.

Nouvelle époque, nouvelles résistances, nouveaux projets

Pendant quelques années, les dominants et leurs (nombreux) intellectuels de service ont célébré la « fin de l'histoire », le triomphe « définitif » du capitalisme. Sur cela, ils se sont permis de déclencher de nouvelles aventures militaristes, sous le nom de la « guerre sans fin » décrétée par les États-Unis

contre les peuples et leurs résistances. Mais cette vision optimiste des dominants n'a pas résisté longtemps. Rapidement après l'effondrement du « socialisme réellement existant », de nouvelles identités de luttes se sont exprimées. De nouvelles coalitions sociales ont déstabilisé l'édifice des dominants, comme ici au Québec, à travers les grandes mobilisations de la Marche des femmes, du Sommet des peuples, des grèves étudiantes. Parfois, ces coalitions ont même réussi à contester le pouvoir, surtout en Amérique latine, qui est alors devenue l'épicentre de l'étendard du socialisme et de la liberté. Un nouveau « sujet » porte désormais le projet d'émancipation, sous la forme d'expressions diversifiées, pluralistes, créatives, menées de plus en plus par des femmes, des jeunes, des autochtones, des immigrants. D'emblée, ce projet valorise la démocratie participative, l'irruption citoyenne directement dans le cœur du pouvoir. Il intègre, et pas d'une manière superficielle, la dimension écologique, contre un capitalisme qui dévore non seulement les humains mais les

fondements mêmes de la vie sous toutes ses formes. Il porte la bannière de l'internationalisme car aujourd'hui plus qu'hier, les luttes de chacun sont les luttes de tous.

Le défi d'aller plus loin

Certes, ces nouveaux mouvements, cet écosocialisme, reste embryonnaire, fragmenté, voire contradictoire. Ses « outils » sont encore peu raffinés, y compris au niveau de l'analyse. Il faut se rappeler que, comme Marx l'avait dit (et bien d'autres!), la réalité sociale est complexe, évolutive, éparpillée, elle ne se perçoit pas « spontanément ». Elle doit être défrichée, élaborée, construite par un effort prolongé, fait de confrontations entre la pratique et la théorie, qui sont, à vrai dire, sans limite et sans fin. La nécessité de construire des perspectives théoriques, soit une cartographie globale du système et du contre-système rêvé par les résistances, est légitime, plus encore, nécessaire. Certes dans l'optique de la pensée critique, ces « outils » sont toujours à réinventer, à renouveler, la

[...] un capitalisme qui dévore non seulement les humains mais les fondements mêmes de la vie sous toutes ses formes.

« science » (qu'il faut mettre entre guillemets pour la distinguer d'une formulation dogmatique et rigide qui domine) n'étant pas autre chose qu'un éternel « work-in-progress » sur lequel de nouvelles élaborations se construisent sur et contre les anciennes. Comme toujours donc, il faut partir des luttes, des résistances, des utopies pour élaborer des points de repère, des analyses stratégiques, bref des « outils » utiles et indispensables.

L'Université d'été des NCS

C'est dans cette lignée qu'a été pensée l'Université d'été des NCS. L'idée est à la fois « simple » et « compliquée » : radiographier la crise actuelle du capitalisme, comprendre les stratégies en cours de la part des dominants, réfléchir sur les résistances et les convergences des luttes, et participer à un vaste effort de définition des alternatives. C'est un rendez-vous à ne pas manquer.

Conflit de travail au journal The Gazette

Les employé·e·s accentuent leurs moyens de pressions. Certains menacent même de parler français.

Mauvaise dope

Un homme de Lavaltrie s'est rendu compte qu'il avait acheté du Viagra contrefait lorsqu'il s'est mis à contrebander.

ARME DE CHOIX

Le juge Jacques Delisle accusé de possession d'une arme prohibée et chargée. Tuer sa femme à coups de maillet, c'est ben trop salissant.

COMBAT D'UNE FILLE POUR ÉLUCIDER LE MEURTRE DE SA MÈRE

AMY GERMAN

The Nation

Bridget Tolley, de la communauté algonquine de Kitigan Zibi, située près de Maniwaki, poursuit sa lutte pour une enquête indépendante sur les circonstances de la mort de sa mère, tuée par une voiture de police.

Même s'il y a déjà presque dix ans que Gladys Tolley est morte, le soir du 5 octobre 2001, sa famille demeure en attente de justice pour ce qu'elle décrit comme de la « négligence homicide » de la part de la Sûreté du Québec.

Gladys Tolley marchait le long de la route 105, celle qui traverse Kitigan Zibi, lorsque vers 23 h 30, elle a été frappée par une voiture de la SQ en patrouille dans la collectivité.

Bien que l'accident se soit produit dans la réserve de Kitigan Zibi, qui relève du service de police de KZ, Bridget Tolley, fille de la victime, dénonce le fait que les policiers de KZ n'ont été appelés que comme « réflexion après-coup », la SQ ayant pris en charge la scène du drame et imposé ses propres protocoles et procédures.

Depuis la mort de sa mère, Bridget Tolley a réussi à mettre au jour certaines anomalies plutôt troublantes dans cette affaire, à tel point qu'elle allègue aujourd'hui l'existence d'une conspiration du silence.

« Nous avons en main le rapport du coroner où l'on apprend que le coroner ne s'est même pas rendu sur les lieux. Nous avons l'analyse de collision, que nous avons révisée pour constater que le coroner a utilisé la mauvaise formule pour calculer la vitesse de la voiture de police. Nous avons les déclarations des flics et leurs éléments médico-légaux inexacts. Nous avons un conflit d'intérêts, puisque c'est le frère du policier qui a heurté ma mère qui a été mis en charge

de la scène du drame. Nous avons aussi des problèmes de juridiction et de procédure », explique Tolley.

Celle-ci déclare en outre avoir vu la voiture qui a frappé sa mère être retirée de la scène et envoyée au garage pour réparation immédiate au lieu d'être identifiée comme élément de preuve.

La communauté de KZ dispose d'une Entente sur les services de police des Premières nations impliquant Sécurité publique Canada, la communauté Anishnabeg de Kitigan Zibi et la Province de Québec, représentée par le Ministère de la Sécurité publique. Cette entente tripartite reconnaît la compétence du service de police de Kitigan Zibi sur le territoire où Gladys Tolley a été frappée. Dans la mesure où il est tenu pour acquis que la SQ a pris le contrôle de la scène du crime, l'on croit qu'elle a dérogé à ce protocole, ce qui mérite enquête aux yeux de la famille.

Bridget Tolley a également vécu plusieurs problèmes avec les services locaux de police qui, dit-elle, ont été jusqu'à refuser de lui expliquer la convention sur les services de police. Le chef précédent et le conseil de bande, qui relevait alors du chef Jean-Guy Whiteduck, ont aussi été de peu d'utilité à Madame Tolley. Même si c'est du Conseil de bande que relèvent les services de police, l'ancien Chef lui a affirmé que la mort de Gladys Tolley était une affaire de famille plutôt qu'une question impliquant la police.

« Nous réclamons une enquête publique indépendante sur la mort de notre mère et une enquête indépendante complète sur ce qui s'est produit cette nuit-là, ainsi qu'un examen public de la conduite des agents de police et de l'équipe d'enquête sur homicide qui s'est rendue sur la scène », ajoute Bridget Tolley.

Le problème tient surtout à ce qu'il s'est écoulé plusieurs années depuis cet accident fatal et que ses nombreuses requêtes à cet effet sont longtemps restées lettre morte avant d'être finalement rejetées par les autorités provinciales.

Bridget Tolley s'est alors adressée à l'Assemblée

des Premières Nations pour savoir quelle marche suivre. L'APN lui a dit d'adresser une nouvelle demande au Ministère de la Sécurité publique, en la faisant endosser cette fois par des interlocuteurs politiques reconnus.

Tolley a depuis réussi à recueillir un nombre impressionnant de signataires, dont Beverley Jacobs (présidente de l'Association des femmes autochtones du Canada), Lucien Wabanonik (Grand chef du Conseil national tribal des Algonquins Anishnabeg), Ghislain Picard (Chef régional pour l'Assemblée des Premières nations du Québec et du Labrador), Ellen Gabriel (présidente de Femmes Autochtones du Québec), Gilbert Whiteduck (Chef des Anishnabeg de Kitigan Zibi), Alex Neve (secrétaire général d'Amnesty International Canada) et Beatrice Vaugrante (directrice générale, Amnistie internationale, section canadienne francophone).(...)

« Je ne vais pas lâcher prise avant d'obtenir un résultat. Il faut tirer cette affaire au clair. Il y a trop en jeu, notamment un problème de juridiction puisque la police de KZ avait compétence pour protéger le corps de ma mère et la scène du crime, et elle ne l'a pas fait », conclut Bridget Tolley.

Traduit par Martin Dufresne.

Pour en savoir plus et se joindre à cette lutte, contacter le groupe montréalais « Justice pour les femmes autochtones disparues et assassinées », missingjustice.ca/?lang=fr



Bridget Tolley (à droite) et un portrait de sa mère, Gladys

En cette ère conservatrice, jetons un éclair de lumière (divine!?) sur les racines putrides des ayatollahs antiféministes bien de chez nous.

La source où s'abreuvent sciemment ou non les discours anti-choix est bien visible dans notre passé pas si lointain, histoire d'un peuple de colons catholiques. Si nous activons notre mémoire collective, nous retrouvons les filles-mères ou mères illégitimes, ces femmes dont le parcours est l'aboutissement d'une interdiction de la contraception, d'une injonction à la monogamie hétérosexuelle éternelle et d'un refus d'autonomie sur leurs corps.

À témoin, la « prière de l'indigne », que les filles mères se devaient de réciter à chaque jour, durant 200 jours histoire de cultiver une bonne dose de pieuse contrition. Avalisée par le cardinal Villeneuve en 1936, cette œuvre de torture psychologique a été utilisée à la grandeur du Québec dans les établissements « accueillant » les filles-mères, et ce, jusqu'au milieu des années cinquante. Nous la reproduisons ici pour la première fois :



PRIÈRE DE L'INDIGNE

Seigneur, je ne suis pas digne d'être mère. J'ai contrefait et blasphémé le mariage. J'ai transgressé vos commandements, j'ai méprisé vos grâces. J'ai fait la sourde oreille à vos inspirations comme à vos conseils. Dans ma folie, je vous ai bravé; et voilà que vous m'imposez le redoutable fardeau d'une maternité-- Seigneur, je suis indigne... Indigne et sans moyens, abandonnée que je suis par le père, le père sans entrailles, de mon enfant. Mon abjection et mon déshonneur m'ouvrent enfin les yeux.-- Que ferai-je si vous n'avez pitié de ma double misère? Ah! Secourez-moi, Seigneur. Je sais qu'il n'est pas bon de « prendre le pain des enfants et de le jeter aux chiens»; mais je vous répète avec la Cananéenne : « les petits chiens

mangent sous la table de leur maître les miettes que laissent tomber les enfants ». Mendiante, moi aussi, j'implore quelques-unes des grâces que vous prodiguez aux mamans selon votre cœur. -- Vous fûtes si bon, si miséricordieux, si divinement humain pour les femmes repenties, pour la débauchée de Samarie, pour l'adultère de Jérusalem, pour l'impudique de Magdala. Pitié, Seigneur, pour une autre pécheresse! Pitié pour une mère indigne! Pitié surtout pour un pauvre petit enfant! Laissez-le venir à vous et laissez que je l'accompagne.

Faites, je vous en supplie, Seigneur, au nom de Marie, votre mère et la mienne, que malgré l'inconduite de ses parents, notre enfant soit de bonne conformation, attrayant et sain, qu'il soit de bon naturel, intelligent, docile et courageux, qu'il vous aime et que jamais il n'aie le malheur de vous offenser gravement comme nous l'avons fait.

-- Je supplie votre Majesté de l'admettre à la vie nouvelle du Saint Baptême et à l'incorporation de la Sainte Église; je supplie votre Providence de lui préparer,

parmi les miens et parmi les étrangers, de charitables parents adoptifs; et surtout je supplie votre

Miséricorde de l'enlever tout jeune de la terre, s'il doit porter en lui le triste héritage des passions qui nous ont perdus.-- Réparez, Dieu Tout-Puissant, les conséquences de nos erreurs. Pitié pour l'innocente victime de si tristes péchés! -- J'accepte de souffrir, j'accepte de mourir pour que mon enfant soit marqué du sceau indélébile des enfants de Dieu.

Autant qu'il est en mon pouvoir, je voue et consacre de tout cœur « à l'amour de votre service et au

service de votre amour » le fruit d'un amour qui méritait votre haine.

Gardez-moi constants, malgré ma légèreté, mes sentiments de mère; gardez-moi, pour ma pénitence, mes inquiétudes, mes angoisses maternelles et le souvenir de ma déchéance; gardez-moi, pour ma purification, l'attachement aux sacrifices généreusement acceptés et plus amoureusement recherchés; gardez-moi, pour ma réhabilitation, la vue continue de mes responsabilités cachées; gardez-moi, pour ma persévérance, le dégoût [mot illisible]; gardez-moi, pour la sanctification et celle de mon enfant, la fidélité dans l'intercession et l'assiduité aux sacrements régénératoires. -- Mettez dans mon cœur le trésor de la reconnaissance pour tous ceux qui m'ont secourus, éclairée, sanctifiée.-- Et préservez-moi à jamais, préservez aussi, je vous en conjure, Seigneur, tous ceux que j'aime des égarements qui aboutissent au déshonneur et au péché.

Quant à moi, pour mes infidélités passées, pardon, Seigneur! Pour mes complicités, pour mes scandales, pour mes mauvais exemples, pour le tort causé à tous les membres de ma famille, pour les larmes de ma mère, pour l'intime chagrin de mon père, pour la contristation de votre Cœur adorable, pardon, Seigneur, mille fois pardon!

O Vierge Mère, soyez touchée de ma profonde misère et, par votre si puissante médiation, obtenez, pour la mère indigne, pour le père égoïste et pour leur malheureux enfant, la miraculeuse, la transformante (sic) bénédiction de votre adorable Fils, Jésus-Christ, Notre Seigneur, ainsi soit-il.

V. Germain, prêtre
Indulgences de 200 jours.
Québec, le 28 janvier 1936
† J.-M.-Rodrigue Card. Villeneuve, o.m.i.
Arch. de Québec

[fautes d'orthographe corrigées, syntaxe conservée]

Les hommes, qui n'étaient mentionnés qu'à la sauvette dans cette prière, s'en tiraient indemnes et pouvaient continuer d'ensemencer impunément, avec ou contre le gré de la génitrice.



LA FEMME ET L'ÉGLISE: UNE HISTOIRE DE SYMBOLES...



VALENTIN TARDI

JOLIES TÉNÉBRES (Dupuis) de Kerascoët et Velhman
Kerascoët est un pseudonyme qui abrite Sébastien Cosset et Marie Pommepuy. Cette dernière et Velhman signent cette histoire pour le moins macabre, en tout cas de prime abord, d'enfants miniatures et autres créatures qui émergent d'une fillette, apparemment morte, pourrissant lentement dans l'herbe aux abords d'un sous-bois.

Entrechoquant, à la façon des contes traditionnels, le féérique et le monstrueux, les animaux et les humains, les géants et les petits êtres, on ressort troublé mais prêt à repartir en ayant conscience de notre fragilité mais aussi d'une énergie inouïe. Le dessin quasi enfantin et l'usage de l'aquarelle pour les couleurs rend ce livre encore plus étrange.

ESSEX COUNTY (Futuropolis) de Jeff Lemire
HAIR SHIRT (Gallimard) de Patrick McEown

Deux canadiens anglais... le premier du Sud-Ouest de l'Ontario et le second, natif d'Ottawa, vit et enseigne le dessin et le story-board à l'Université de Concordia au Québec. Méconnus des francophones d'ici, ils sont enfin traduits en... français de France. Ces deux livres sont définitivement hors du commun. Celui de Lemire, une brique de 500 pages en noir et blanc narre, sans bavardage inutile, une généalogie trouble de fermiers dont certains iront, pour un temps, jouer au hockey à Toronto; le tout en flash-back alors que la mort cavale après les survivants âgés et un brin paumés. Celui de McEown, vise un public averti avec un dessin underground et des couleurs glauques pour des souvenirs de jeunesse parsemés de fantômes et de problèmes relationnels, voire sexuels. Le terme *hair shirt* désigne une chemise de crin rêche que l'on porte en pénitence... Ce qui donne une idée de ce livre multipliant les situations décalées et inconfortables.

PINK MIMI DRINK (L'Oie de Cravan) de Obom

Obomsawin fait vibrer plusieurs cordes à son arc graphique... Son travail de films d'animation à l'ONF est remarquable et son style épuré, à la fois géométrique et délié pour des personnages empreints de fantaisie se retrouve tout autant dans ses BD. En 1997 elle publiait *Plus tard...*, un recueil de rêves éveillés à l'imaginaire débridé correspondant à l'univers de *Kaspar* (2007) son adaptation de l'histoire de cet enfant reclus retrouvé adulte et dont l'absence d'éducation et l'isolement l'ont rendu complètement décalé du monde conventionnel. Alors qu'Obom prépare précisément une version de *Kaspar* en animation pour l'ONF, elle nous transmet la suite de ses rêves afin de mieux veiller, de préserver un brin de folie salvatrice avec *Pink Mimi Drink* qui, notamment, révèle un faux ciel ou souligne les valseuses-hésitations à porter attention à nos rêves!

CECIL ET JORDAN À NEW YORK (Delcourt) de Gabrielle Bell
PARFUM DE LILAS (Mécanique Générale/ Les 400 Coups) de Samuel Leblanc

L'adolescence est un temps que le monde adulte sérieux voit comme une période d'adaptation plus ou moins difficile pour une mise à niveau vers une vie productive et reproductive - surtout au sens capitaliste du terme. Gabrielle Bell, une auteure alternative américaine, et Samuel Leblanc, un jeune auteur originaire de la Gaspésie, témoignent, dans un registre marqué par des éléments autobiographiques, de décalages parfois abrupts, pouvant survenir pendant cette période de transition. Les jeux de pouvoirs, particulièrement dans les expérimentations sexuelles empreintes de tabous, sont bien réels. Bell, habile à diversifier son style, offre un recueil d'histoires souvent mélancoliques et lancinantes qui ramènent un thème central dans son œuvre - les parcours d'êtres différents; une certaine douceur. Leblanc présente un premier livre fascinant de l'été initiatique d'un adolescent mal dans sa peau. Il entrecoupe les chapitres de fleurs aux parfums et symboliques lourds de sens.

Yesss...

Pour célébrer son quarantième anniversaire, le poème *Speak white* de Michèle Lalonde a été traduit en anglais.

RAMON VITESSE

VULGAIRES MACHINS, *Requiem pour les sourds* (Indica)
Avec cet album le groupe alternatif mais culte - il a déjà culminé numéro un pour les ventes d'albums anglais et français confondus - de jeunes québécoises se présente délirant de fougue et avec textes à l'avenant. Joyeusement hargneux (*Le mythe de la démocratie* ou *Prêts à tomber*) mais aussi sensible (*Pointer l'orage*) et usant d'autodérision (*L'Escorte*), plus que jamais noir et rouge à l'instar de son habillage, cet album ravive les braises punk du quatuor originaire de Cranby... *Une chanson acoustique* est tout sauf acoustique et c'est tant mieux puisque le tout cartonne!

PL MAFIA, *Le Kid* (Big Wheel Records)

Ce groupe reste un des rares au Québec à manier ce type de ska-core ayant connu son heure de gloire début 2000. Faisant suite à un EP, ce premier album complet livre l'énergie de leurs prestations scéniques convaincantes et cuivrées à souhait (trombone, saxophone et trompette); on regrettera simplement que l'ensemble des textes ou presque parle d'amours douloureux... N'empêche, les voix à vif ont quelque chose de la résistance, voire du cocktail molotov!

SUNNY DUVAL, *Sein noir, Sein blanc* (Production Big Fat Truck)

Duval est guitare solo au sein du tonique groupe rock garage Les Breastfeeders. Pour ce deuxième disque solo, une forme d'aparté ou d'échappée belle, Duval renoue encore plus avec des textes coquins hantés par une poésie de matelot ou des relents de bandit libertaire (à un moment il se fait emprisonner pour avoir volé du lilas blanc...) - par exemple, dans *Femmes et enfants d'abord*, il narre que son grand père, en pillant les banques, ne tuait personne et faisait sortir d'emblé les précités. C'est avec des copines, telle Felicity Hamer des United Steel Workers of Montreal, qu'il pousse la plupart de ses chants d'amour. Loin des mélodies convenues et de la musique à la mode, l'Achigan (titre de son premier album) qu'est Sunny tricote une musique puisant dans les racines rockabilly, rock et folk pour cracher un truc unique qui donne envie d'aller, en pleine nuit, taquiner la lune; c'est essentiel pour ne pas s'embourber!

STEREO TOTAL, *Baby Ouh!* (Dare To Care Records/Select)

Duo franco germanique, Françoise Cactus et Brezel Göring - tout deux multi instrumentistes - bidouillent de la musique électronique indie pop folle, folle, folle... Les voix, multilingues (allemand, anglais, français, espagnol) servies systématiquement avec un accent français, ont autant d'importance que leur musique rythmée et fantaisiste en plus d'être un véritable cœur qui bat solide. Fort de cinq disques, le duo s'amuse toujours en reprenant tout plein de trucs et les repassant dans leur prisme un tantinet rétro et gentiment débile. *Divine's Handbag* (oui, oui, une chanson sur le contenu du sac à main de la travestie du cinéma de série B) ou encore *Illégal* du groupe Corbeau... Leur compositions sont également folichonnes et pleines de sonorités et trucages; bref c'est Total!



De l'importance du paradis

SIMON TREMBLAY-PEPIN

Parler des paradis fiscaux est devenu banal. Tout le monde, de nos jours, aime détester les paradis fiscaux : de Jean Charest à Nicolas Sarkozy, de Stephen Harper à Angela Merkel. Grâce à de longues campagnes de sensibilisation et de conscientisation, des organisations comme ATTAC ont réussi à convaincre l'opinion publique de l'importance de cet enjeu pour les finances nationales. La question est presque devenue un cliché à gauche : quand on ne sait plus à quel saint se vouer pour financer les nombreux projets nécessaires on règle le tout du coup de la baguette magique étiquetée « évasion fiscale ».

La lecture d'*Offshore* d'Alain Deneault nous montre les limites de notre façon d'aborder, jusqu'ici cette question des paradis fiscaux. Caricaturons un instant notre approche du paradis fiscal. Voici le gros bourgeois rondet ayant bien réussi ses affaires au niveau national qui veut maintenant passer à un autre niveau ou simplement éviter de payer sa part pour le financement des services publics. Le bonhomme, ayant flairé la bonne affaire, se jette alors sur un billet d'avion pour la Barbade, y ouvre un compte bancaire et commence à transférer une part de ses affaires là-bas alors que le Fisc n'y voit que du feu.

Et si cette vision était un peu dépassée? Deneault prétend que nous assistons depuis plusieurs années au développement d'une « souveraineté offshore ». Qu'entend-t-il par là? Que le lieu *offshore*, n'est pas au large du système d'accumulation dans lequel nous nous trouvons : île confortable dotée de palmiers parasols qui protègent des rayons indiscrets de l'impôt. Au contraire, pour une certaine caste, pour une certaine élite c'est à partir du paradis fiscal que se pense leur lien avec le système économique. Le secret dont ce lieu les couvre leur permet d'agir comme des agents libres dans un monde où tous les autres intervenants sont limités.

Inventons un exemple fictif pour illustrer cette souveraineté qui s'opère *offshore*. Je possède une compagnie dans le domaine minier (appelons-la Maverick Bold), il s'agit d'une compagnie canadienne qui exploite des gisements d'or. Avec le temps, j'en suis venu, par acquisition verticale, à posséder des entreprises de transformation de l'or en bijoux et pour les pièces informatiques. J'entends parler d'un pays africain, appelons-le le Kingama, où d'important gisements aurifères seraient inexploités. Par l'entremise de mon compte bancaire *offshore* je paie une firme spécialisée dans le domaine de la sécurité et de la logistique, appelons-la, Executive Water (EW) pour appuyer des révolutionnaires locaux avec qui j'ai une entente préalable d'exploitation du sous-sol kingaméen. Une fois le gouvernement renversé je m'entends avec le pouvoir en place, sensible à mes demandes, pour l'installation d'une zone franche entourant ma mine d'or et les usines de transformation qui y sont attenantes. Bien sûr c'est une autre entreprise (Kingama Extract qui m'appartient aussi et qui est enregistrée *offshore*) qui s'occupe de l'extraction et de la première transformation de l'or. Dans cette zone franche, les lois (déjà bien minces) qui protègent les travailleurs et travailleuses ainsi que l'environnement du Kingama n'ont pas cours.

L'or subit une première transformation au Kingama, mais il n'y a pas là le matériel suffisant pour le transformer en bijoux ou en pièces informatiques. Kingama Extract les envoie ensuite au Canada par un bateau portant fièrement le pavillon panaméen (un pavillon de complaisance ce qui permet à la fois d'y employer des travailleurs sous-payés et d'être bien protégé si un quelconque accident – marin ou légal – arrivait pendant le transport). Kingama Extract vend cet or à la filiale *offshore* de Maverick Bold au prix qui me convient. Maverick procède à la transformation finale dans ses usines canadiennes. Son usine est largement subventionnée par les deux gouvernements, tant pour les précieux emplois qu'elle fournit que pour sa Recherche et Développement. Comme chef d'entreprise je n'hésite pas à faire pression sur les gouvernements (et, qui sait, à faire usage de prête-noms pour financer le parti au pouvoir?) pour qu'ils diminuent mes charges sociales (impôts, taxes, contributions diverses) et augmentent leurs subventions. Bien sûr, Maverick Bold revend les bijoux et les pièces informatiques au prix du marché, ce qui permet de faire un bon pourcentage de profit et de faire grimper la valeur de ses actions.

Quand arrive le temps de présenter mes comptes à l'État, mes transactions avec l'Afrique et les mercenaires de EW relèvent du secret bancaire. J'ai tout simplement acquis de l'or transformé à un certain prix qui m'a permis de compléter sa transformation (à un coût dévoilé publiquement parce que réalisé au Canada) et de le revendre sur le marché à profit. Le point nodal *offshore* me permet de tout brouiller : ce qui est légal est mélangé avec ce qui ne l'est pas, ce qui est moralement condamnable avec ce qui est justifiable. La souveraineté *offshore* devient ce lieu sans loi à partir duquel on lutte contre des entreprises ou des États encadrés, eux, par des lois.

Il est évident que l'ouvrage de Deneault participe d'un éveil nécessaire. Cette contribution est essentielle pour bien saisir le système économique qui nous est contemporain. Cependant, ce n'est qu'un début. Il faudra creuser plus avant cette question en dépassant le point de vue général à partir duquel Deneault n'avait pas le choix de regarder les choses. On peut aussi se demander si la notion des conflits entre les différentes souverainetés (la souveraineté *offshore*, celle des gouvernements et celle des peuples) est la mieux choisie pour bien comprendre le phénomène. La *surclasse* (rapidement mentionnée par Deneault et que d'autre appelleraient l'*overclass*) et sa lutte avec d'autres classes ne serait-elle pas une approche plus prometteuse? Quoiqu'il en soit, il fallait bien poser la première pierre d'une réflexion générale et sérieuse du rôle des centres *offshores* dans le fonctionnement actuel de l'accumulation et cet ouvrage d'Alain Deneault le fait très bien.

Deneault, Alain, *Offshore : paradis fiscaux et souveraineté criminelle*, Montréal, Écosociété, 2010, 119 p.



COW-BOYS DE L'APOCALYPSE

MARTIN DUFRESNE

Embarqueriez-vous dans un autobus dont le chauffeur a pour conviction intime que la fin du monde est imminente?...

Selon Marci McDonald, grande journaliste d'enquête et auteure de *The Armageddon Factor*, c'est pourtant bel et bien ce que croient Stephen Harper et ses plus proches conseillers.

Pour le prix d'un film d'horreur à deux (popcorn inclus), ce best-seller au Canada anglais dévoile les raisons intimes des choix de notre Premier ministre : un véritable *putsch* nationaliste chrétien qu'il travaille fort à cacher derrière un look bon papa.

Les évangélistes comme M. Harper sont en effet profondément convaincu-es que nous sommes au bord de ce qu'ils appellent l'Armageddon (« combat final entre le Bien et le Mal »), un affrontement mondial et ultime entre leur camp (Chrétiens et Juifs orthodoxes) et les forces du Mal (tous les autres mais surtout les Arabes). Affrontement proprement apocalyptique, auquel eux-mêmes pourrissent cependant échapper, emportés de la planète par un processus mystérieux (« The Rapture ») qui laissera le reste d'entre nous dans la m...

Bref, après le magot *off-shore*, le salut *off-planet*! On vous aura prévenus...

Cancer

Et le problème ne se limite pas à quelques députés et hauts fonctionnaires illuminés qu'il suffirait de dégommer. L'élément le plus inquiétant de la recherche très documentée de Marci McDonald est son tour d'horizon des poids-lourds du mouvement « reconstructionniste chrétien » que Harper a eu le temps de bien installer, à l'abri de toute élection, dans des postes clé à Ottawa – un premier article à ce sujet avait pour titre « Jesus in the House ».

L'entrée chez Quebecor de son ex-chef des communications, Kory Teneycke, pour fonder un équivalent canadien de FOX News, est une autre étape de cette prise de contrôle littérale de la société canadienne. (Le blog Impolitical a découvert que Harper avait dîné avec Ruper Murdoch et le pdg de Fox en mars 2009 : <http://tinyurl.com/34gsha6>.)

Les troupes de choc de ce mouvement sont financées par quelques philanthropes chrétiens mais il s'agit surtout d'un réseau de militants de base mobilisables instantanément pour accaparer les forums et inonder les politiciens de lettres de pression. C'est ce qui explique pourquoi deux sur trois des chefs de partis d'opposition n'osent pas imposer l'unanimité à leurs députés sur des questions cruciales comme le registre des armes à feu ou le droit à l'avortement.

Pour McDonald, ce sont le mariage gai et l'avortement qui servent d'allumettes pour propager le feu sacré. Premières cibles : les droits des homosexuels, des lesbiennes et des femmes contre qui le gouvernement Conservateur multiplie les coupures ciblées et les projets de loi, gouvernementaux et privés, pour ramener le Canada à une société patriarcale traditionnelle.

La barrière est en mouvement

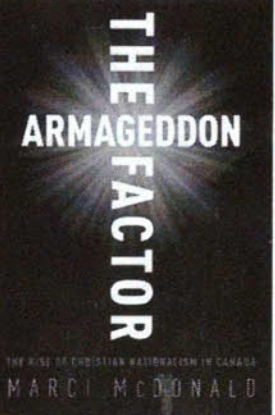
Les intégristes chrétiens travaillent notamment au démantèlement du réseau canadien de défense des droits et libertés.

Une décision unanime rendue par la Cour suprême du Canada le 11 juin témoigne que cet assaut des fondamentalistes chrétiens contre nos libertés civiles ne passe pas inaperçu en haut lieu. Dans *R. c. Cowen 2010*, la Cour a été unanime à étendre les garanties de la *Charte canadienne des droits et libertés* aux décisions des tribunaux administratifs, qui arbitrent les conflits de travail, les enjeux d'immigration, les lésions professionnelles, les droits des prisonniers, etc. « Nous n'avons pas une Charte pour les Cours et une Charte pour les tribunaux administratifs », a décrété Rosalie Abella.

Coïncidence? Harper venait justement d'abolir trois des principaux bureaux de la Commission canadienne des droits de la personne, ceux de Vancouver, Toronto et Halifax, qui traitaient 70 % des causes soumises à la CCDP.

À lire pour voir venir...

The Armageddon Factor, Toronto : Random House, 2010, 420 p. (une version française est envisagée).



Livres

« Quand as-tu découvert ton hétérosexualité? »

PAR MARTIN DUFRESNE

Une maison d'éditions suisse, Mamamélis, réédite superbement des textes lumineux et devenus introuvables de deux piliers du féminisme moderne : Audre Lorde et Adrienne Rich.

Lorde – poète et militante de longue date contre le racisme et le sexisme – a inspiré deux générations de féministes avec sa réflexion sur « l'érotisme comme pouvoir », mille fois photocopiée et discutée, et enfin publiée en français chez Mamamélis dans l'anthologie *Sister Outsider*.

Même parcours pour Adrienne Rich, qui proposait dès 1980 les notions de « contrainte à l'hétérosexualité » et de « continuum lesbien » pour ébranler les diktats que la religion, la pseudoscience et l'idéologie avaient accumulés contre l'expérience des femmes. Mamamélis nous offre cet été une anthologie de textes clés de cette poète de Nouvelle-Angleterre, dans des traductions produites au Québec (Lisette Girouard), en France et en Suisse : *La contrainte à l'hétérosexualité et autres essais*.

Bonnie Parker

J'ai découvert cette éditrice en cherchant une citation d'A. Rich pour ma recension d'un roman jeunesse québécois, *La fille qui rêvait d'embrasser Bonnie Parker* (Éditions du remue-ménage). Récit attachant, linéaire mais d'autant plus crédible, sur le quotidien d'une adolescente amoureuse d'une amie et anxieuse de sa différence, ce livre d'Isabelle Gagnon – couragement préfacé par l'animatrice d'Ado-Radio, Annie Desrochers – fait fi d'un tabou en reflétant le vécu de jeunes pour qui l'amour et le désir ne sont pas toujours *straight*.

Paraphrasant De Beauvoir, Ti-Grace Atkinson avait lancé : « On ne naît pas lesbienne, on le devient », comme le savent bien des femmes qui choisissent, en fin de compte, les femmes. Deviendrait-on également hétérosexuel-le – comme le suggère

mon titre, une réplique créée par des gays et lesbiennes en réponse à la question-cliché traditionnelle?

Adrienne Rich illustre une *contrainte à l'hétérosexualité* en contrepoint à des moments de confiance et d'amour entre femmes en littérature, mouvance entravée par une société qui impose littéralement aux unes de limiter leur amour aux autres, les hommes.

Et cette homophobie n'est pas qu'un stéréotype usé que dissiperait aujourd'hui une libérale application de pornographie pseudo-lesbienne. Statistique Canada révélait le mois dernier que les crimes motivés par la haine avaient augmenté de 37 % au pays entre 2007 et 2008. Dans le cas de l'*hétérosexisme* (haine de l'orientation sexuelle), les agressions avaient plus que doublé, notamment à Toronto et à Vancouver. Et encore ne s'agit-il que des crimes signalés à la police et que celle-ci a accepté de comptabiliser... (Source : « Les crimes haineux déclarés par la police », <http://bit.ly/cWzlfW>)

Pourquoi cette haine?

Dans un autre texte, trouvé sur le Web : « Identité lesbienne : la volonté d'exister », Catherine Gaillard parle des lesbiennes comme « potentiellement déstabilisatrices de ce régime politique qu'est l'hétérosexualité [...] notre mode de vie est par essence contestataire » (*Solidarités*, no 48, <http://www.solidarites.ch/journal/print.php?id=1574>).

Il y aurait donc une dimension politique, très bien perçue par la droite, dans ce qui, au-delà d'une simple différence, devient parfois « l'engagement total et volontaire d'une femme envers les autres femmes » (Atkinson).

Car, à la limite, dédramatiser l'attrance lesbienne – ce que fait Isabelle Gagnon dans le genre de littérature-jeunesse que la droite tente à tout prix d'extirper des bibliothèques – c'est, pour Rich, révéler que l'hétérosexualité elle-même ne va pas de soi, que l'imposer en fait une construction sociale, et non la simple « Voix de La Nature ».

Pourquoi autant d'efforts? Comme Monique Wittig (*La pensée straight*), Rich suggère que l'hétéro-

sexualité enseignée aux femmes fonctionne comme clef du maintien de la suprématie masculine. Que seraient la situation et les choix des femmes en l'absence de cette contrainte? Comme celle à la procréation, toujours d'actualité, hélas.

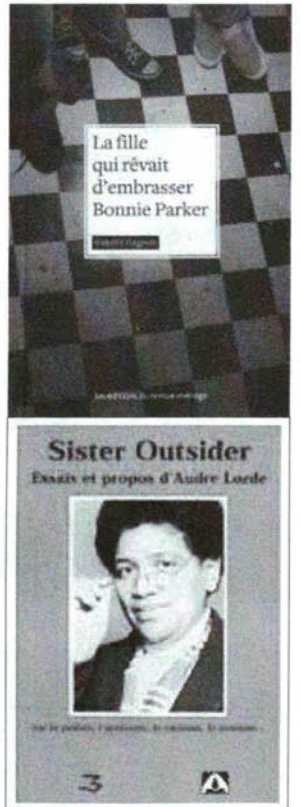
Investir son pouvoir

Une autre des qualités de la pensée de Rich, ennemie de toutes les oppressions, est que, comme Lorde, elle assume l'importance du *pouvoir*, le redéfinissant comme « vecteur de transformation », plutôt que de le rendre synonyme d'exploitation et d'oppression. Elle dépasse ainsi tout angélisme et court-circuite l'« autocensure des femmes ».

Cela la rapproche du féminisme le plus actuel, tel celui exprimé sur un nouveau blogue Internet, *fillesderien.blogspot.com*, où une belle colère déferle sur les apologistes bourgeois de Roman Polanski.

Et au-delà d'une simple tolérance, cette nouvelle vision semble de plus en plus validée par des études scientifiques qui contestent la « nécessité » d'un homme à la maison. La revue *Pediatrics* publie dans son édition de juillet les résultats d'une étude longitudinale menée sur une période de six ans auprès de plusieurs centaines d'adolescentes éduquées par des couples de mères lesbiennes aux USA. Ils et elles ne présentent aucun des problèmes systémiques dont la droite menace les mères *autonomes*. Ils et elles s'en tireraient même significativement mieux, à plusieurs titres, que leurs camarades élevés par des parents de sexe opposé (Gartrell et Bos, 2010 – <http://3.ly/fyBf>).

Ciel d'Afrique et pattes de gazelle... il faut mettre le cardinal Ouellet là-dessus!



DES TAS DE RAISONS POUR DIRE NON À LA RÉFÉCTION DE GENTILLY-2

ÉRIC NOTEBAERT

MD, MSc, CSPQ, Professeur Adjoint de Médecine, Université de Montréal
Président, Professionnel-le-s de la Santé pour la Survie Mondiale (Aile québécoise de Physicians for Global Survival-Canada),
Membre du Mouvement Sortons le Québec du Nucléaire (MSQN)

La reconstruction du réacteur nucléaire Gentilly-2 est une entreprise insensée. Voici des tas de raisons pour arrêter ce projet tel qu'il est conçu maintenant. Il n'est pas trop tard pour agir. Hydro-Québec (HQ) n'a pas encore obtenu de la Commission canadienne de sûreté nucléaire la revue de son Examen intégré de Sûreté.

Trois grosses études récentes qui regroupent des

ajouterait 2500 tonnes de déchets de combustibles irradiés aux 2500 tonnes actuellement entreposées de manière temporaire sur le site d'HQ. La reconstruction de G-2 ferait du Québec un candidat pour enfouir tous les déchets nucléaires canadiens.

L'énergie nucléaire n'est pas une énergie «verte». En plus des retombées polluantes découlant de l'opération de la centrale, l'exploitation, l'enrichissement et le retraitement de l'uranium sont des activités extrêmement polluantes, qui exposent dangereusement la population au rayonnement, qui détériore l'environnement de façon marquée et qui génère beaucoup de gaz à effet de serre.

Les réacteurs CANDU ont de sérieux problèmes de conception qui les rendent dangereux, ce qui a été reconnu par la Commission canadienne de sûreté nucléaire.

Le risque d'accidents dans l'industrie persistera toujours. À la vitesse avec laquelle un tel accident peut survenir dans une centrale, il est impossible d'être certain que les systèmes d'urgence puissent réagir à temps pour éviter la catastrophe.

Les compagnies d'assurance refusent d'ailleurs de prémunir leurs clients contre les risques d'origine nucléaire.

Un réacteur nucléaire n'est pas essentiel pour la production d'isotopes radioactifs. Des accélérateurs-cyclotrons situés à proximité des hôpitaux pourraient alternativement être construits à moins du dixième du coût requis par un réacteur nucléaire. Ils ne génèrent pas de déchets nucléaires et n'utilisent pas d'uranium hautement enrichi.

Les coûts estimés par Hydro-Québec pour la réfection de Gentilly-2 sont de 1,9 milliard de dollars. Ce montant n'inclut pas la gestion de tous les déchets radioactifs. Or, toutes les analyses indépendantes prévoient plutôt des coûts beaucoup plus élevés (3 à 5 fois). Ces montants devront être absorbés par la société québécoise dont les finances sont déjà en mauvais état, avec comme conséquence possible un risque élevé d'une décade financière d'Hydro-Québec et du gouvernement.

Un changement de mission à la réfection de G-2 rendrait possible le maintien et le développement de nombreux et nouveaux emplois afin d'assumer de manière sécuritaire la gestion intermédiaire des déchets radioactifs entreposés sur le site d'H-Q., ainsi que le monitoring de la radioactivité durant les opérations de déclasserment du réacteur. Notons qu'Ontario Power Generation (OPG) a décidé de ne pas procéder à la réfection de quatre de ses centrales nucléaires les jugeant périmées et trop coûteuses à reconstruire. L'expertise en

déclasserment des centrales est une opportunité à ne pas négliger, car un très grand nombre de centrales dans le monde sont vieillissantes et nécessiteront à court terme une telle expertise.

Il faut agir rapidement et promouvoir pour le Québec une alternative au nucléaire. À cet effet, la proposition du maire Gaétan Ruest d'Amqui est exemplaire. Celui-ci invite le gouvernement à mettre fin au projet de reconstruction de Gentilly-2, à prohiber l'exploration / exploitation de l'uranium au Québec et à interdire par voie légale tout projet d'enfouissement de déchets radioactifs sur le territoire québécois afin de se tourner résolument vers les énergies vertes. Plus d'une centaine de municipalités se sont déjà ralliées à ce projet.

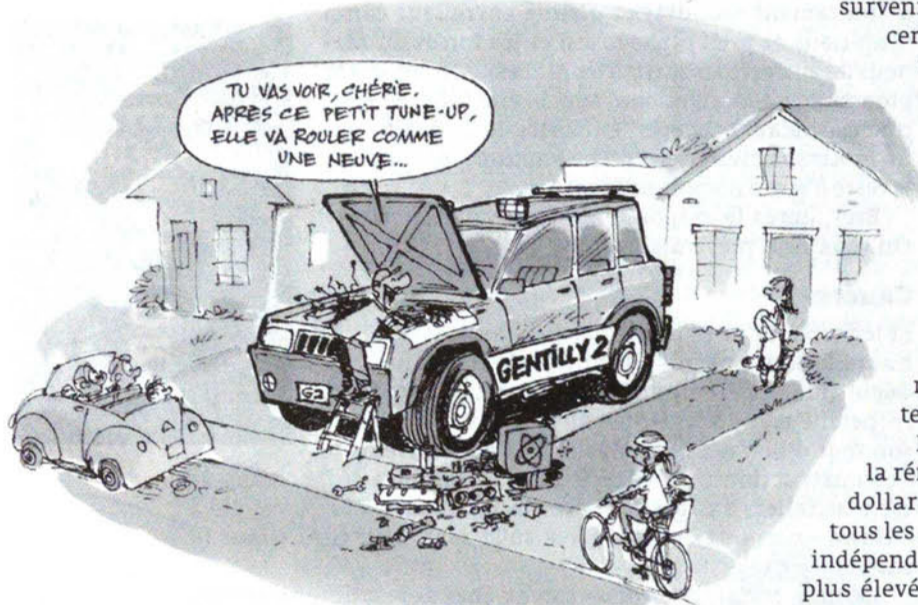
Les orientations de la Stratégie énergétique du Québec (2006-2015) et le Plan stratégique 2009-2013 d'Hydro-Québec doivent être revues et corrigées pour tenir compte des dangers de toute la filière nucléaire.

Il ne s'agit pas là seulement d'une question d'énergie, il s'agit de choix fondamentaux de société, et cela ne peut et ne doit pas se décider derrière les portes closes du gouvernement, d'Hydro-Québec et des compagnies intéressées.

Montréal, le 27 mai 2010

CO-SIGNATAIRES : Ayas Raouf MD, Laval; Boisjoly André MD, Laval; Chenier Martin MD, Laval; Chirgwin Juan MD, Montréal; Croteau Isabelle MD, Laval; Del Grande Gabriella MD, Laval; Delisle Annie MD, Laval; Desaulniers Pierre MD, Montréal; Duniewicz Magdalena MD, Montréal; Dworkin Michaël MD, Montréal; Gagnon Jacques B. MD, Grand'Mère; Gingras Isabelle MD, Sept-Îles; Coulet Marie MD, Montréal; Jacquemin Géraldine MD, Montréal; Jamaty Chloé MD, Montréal; Labelle Martine MD, Montréal; Lachance Paul-André MD, Laval; Larocque Isabelle MD, Sept-Îles; Larocque Alexandre MD, Montréal; Lehmann François MD, Montréal; Messier Alex MD, Montréal; Pelletier Kathleen MD, Chicoutimi; Pelletier Louis-Philippe MD, Montréal; Rico Philippe MD, Montréal; Robert Guillaume MD, Montréal; Rohe Philippe MD, Montréal; St-Arnaud Karine MD, Montréal; Thibault Antonio MD, Québec; Thibault Anne MD, Montréal; Turbide Pascale MD, Sept-Îles; Zigby Jean MD, Montréal

N.B. La version longue de cette lettre se trouve sur le site du MSQN : sortonsquebecnuclaire.org



millions d'individus vivant à proximité de 200 installations nucléaires démontrent hors de tout doute une association entre l'incidence de leucémies infantiles, la mortalité par leucémie et la présence d'une installation nucléaire, et ce, jusqu'à 15 km en périphérie des centrales.

Pour les travailleurs du nucléaire, la population environnante et leurs enfants, une élévation de l'incidence de leucémies, de divers cancers, ont été démontrées.

Le tritium est produit en très grande quantité par les CANDUs. Les niveaux de tritium tolérés dans l'eau potable au Canada sont trop élevés : (7000 Bq/L), comparés aux taux américains (740 Bq/L) et européens (100 Bq/L). Ceci est inacceptable.

Il n'y a encore aucune solution satisfaisante de stockage à long terme des déchets. Ils resteront radioactifs pendant des milliers d'années. Reconstruire Gentilly-2

Lettre d'opinion

LA DSP RASSURANTE OU COMPLAISANTE?

PHILIPPE GIROUL

Dernièrement, la Direction de santé publique (DSP) a voulu se faire rassurante concernant les réels dangers de la présence des nombreux nucléides cancérogènes, mutagènes, tératogènes et biocumulatifs qui sortent quotidiennement des égouts et de la cheminée de la centrale nucléaire de Gentilly-2. Les risques liés à la centrale nucléaire à Bécancour seraient minimes selon la Direction de la santé publique de la Mauricie/Centre-du-Québec. La chose est sans danger pour la santé. La population est une espèce émotive qu'il convient de rassurer!

Le Dr Gilles W. Grenier, un homme engagé dans le mieux-être de la population régionale, a comme fonctions d'informer la population de son état de santé, d'identifier les situations susceptibles de mettre en danger la santé de la population et de mettre en place les mesures nécessaires à sa protection. Il a développé une expertise en matière de gestion des mesures d'urgence dans le domaine nucléaire. Il a été d'ailleurs le coordonnateur du Plan des mesures d'urgence externe à la centrale nucléaire de Gentilly-2 pendant huit ans.

Maintenant, le Dr Grenier récusé et rejette du revers de la main trois grosses études internationales, regroupant des millions d'individus vivant à proximité de 200 installations nucléaires, qui démontrent hors de tout doute une corrélation entre l'incidence de leucémies infantiles, la mortalité par leucémie et la présence d'une installation nucléaire, et ce, jusqu'à 15 km en périphérie des centrales.

S'il est vrai que cette incidence élevée n'a pas été notée clairement autour de Gentilly-2, dû au fait que le bassin de la population ciblée est relativement petit, le Dr Grenier devrait savoir qu'il est statistiquement très difficile de mettre en évidence une telle relation dans notre région et qu'aucune dose n'est sécuritaire selon l'Académie Nationale des Sciences.

Le Dr Grenier dénonce l'exagération dans l'interprétation de certaines études citées par les opposants. Selon lui, les rejets radioactifs de la centrale Gentilly-2 n'ont aucun effet : «Aucun excès de cancer ou d'anomalies congénitale n'est observé en périphérie»

Pourquoi doute-t-il maintenant des plus récentes analyses sur le sujet? Pourquoi se fait-il si complaisant envers le lobby nucléaire? Il ne faut pas que l'ambiguïté délibérée de la DSP soit la règle quant au nucléaire. Il demande une attitude critique au sujet des études indépendantes : n'est-il pas légitime d'en avoir au sujet de celles subventionnées par l'industrie nucléaire?

Nous demandons la prise en considération de ces études. Nous souhaitons établir le dialogue avec la DSP afin d'y voir clair pour plus de protection et de sécurité à la population, afin de respecter le principe de précaution plutôt que le principe de l'autruche.

Le Dr Grenier ne veut peut-être pas «faire peur à la population» avec ces études réellement inquiétantes, mais nous nous demandons quelle est la prise de position la plus éthique de la part d'un médecin : ne pas divulguer des informations très pertinentes afin de ne pas faire peur aux gens, ou les informer clairement des risques potentiels comme l'a fait dernièrement le Dr Notebaert? La deuxième option nous semble certainement moins paternaliste et plus démocratique, ainsi la population et nos gouvernants pourront être en mesure de faire les choix les plus éclairés possibles.

S'il n'y a aucun danger autour de Gentilly, pourquoi a-t-on alors élaboré un plan si détaillé des mesures d'urgence externe à la centrale nucléaire? Les citoyens ont le droit de savoir ce que le lobby nucléaire et le gouvernement actuel leurs cachent depuis belle lurette!

Il ne faut pas que l'ambiguïté délibérée de la DSP soit la règle quant au nucléaire.

GENTILLY-2: QUÉBEC VA DE L'AVANT...

POUR CEUX QUI SONT INQUIETS DES RISQUES D'ACCIDENTS NUCLÉAIRE, SACHEZ QUE M. CHAREST A PERSONNELLEMENT EMBAUCHÉ UN RESPONSABLE DE LA SÉCURITÉ POUR LA CENTRALE GENTILLY-2...



Mesures d'urgence nucléaire appropriées?

NADIA BOUTHILLETTE

porte-parole volet santé des CentricoISEs et MauricienNES pour le déclasserment nucléaire (CMDN)

Le gouvernement vient d'effectuer un exercice dans le cadre du plan des mesures d'urgence nucléaire pour Gentilly-2. Il s'agissait de simuler un accident. Les endroits concernés étaient Nicolet et Bécancour et les simulations impliquaient quelques dizaines de personnes de différents ministères.

J'ose espérer que cet exercice inclura plus tôt que tard les municipalités de Saint-Pierre-les-Becquets, de Champlain, de Batiscan, de Trois-Rivières et j'en passe... Les vents radioactifs et les précipitations ne se butent pas aux frontières administratives.

Dans le cas d'un déversement d'eau lourde contaminée au tritium, comme ce fut le cas à Chalk River en Ontario en décembre 2008, ce ne serait pas tant Nicolet que les municipalités longeant le fleuve qui en subiraient les plus sérieuses conséquences. Il est clairement démontré que cette substance radioactive, s'accumulant dans l'environnement et chez les êtres vivants, est une cause de cancers prématurés, leucémies infantiles, malformations congénitales, stérilité et hypothyroïdie chez les personnes exposées et leur descendance.

Il n'existe aucune méthode de filtration ou d'élimination de cette matière toxique. D'ailleurs, le fonctionnement normal de Gentilly-2 pourrait être considéré comme un incident en soi puisque la technologie CANDU est celle qui rejette le plus de tritium dans l'air, dans l'eau et dans les sols. Saviez-vous que le Canada est le pays où les taux tolérés en rejet de tritium dépassent largement les autres pays utilisateurs d'énergie nucléaire? Aux États-Unis la norme est de 740 Bq/L et en Europe, 100 Bq/L. Au Canada, on accepte jusqu'à 7000 Bq/L!

Les incidents surviennent de manière répétitive à la centrale (35 non déclarés seulement en 2009). Attendrons-nous un premier emballement du réacteur et des milliers de personnes assurées d'une mort proche pour réagir? Si je comprends la nécessité de faire de l'échantillonnage radiologique et de poser un embargo alimentaire, je vois mal comment expliquer le manque d'information visant à protéger la population des contaminations passées et à venir.

Plus d'une centaine de médecins du Québec ont signé une résolution demandant l'arrêt du réacteur. La Direction de santé publique déplorait récemment le «système d'alerte rapide» des populations en cas d'accident. Le Dr Grenier, responsable du dossier, a déclaré qu'il ne peut comprendre le projet de réfection sans la mise en place d'un tel système tout en mentionnant sa préoccupation à l'égard des déchets radioactifs. Il n'existe d'ailleurs aucune méthode encore éprouvée dans le monde pour gérer ces rejets; 2500 tonnes sont accumulées à Bécancour, pourquoi vouloir en rajouter davantage?

L'exercice qui vient de se dérouler comporte davantage de questions que de réponses à l'égard de notre sécurité. À quel point leur démonstration se voulait de la poudre aux yeux plutôt qu'une réelle évaluation des accidents potentiels associés à une centrale nucléaire? Cessez de nous bernier! La meilleure mesure d'urgence à l'égard de notre sécurité est l'arrêt immédiat du réacteur de Gentilly-2.